



Titre CIRCULAIRE N° 2007-10 DU 24 JUILLET 2007
Objet STATISTIQUES ANNUELLES DES ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS

Origine Direction des Etudes et des Statistiques

T:\des\DES05\Dbu\2007\DBUP0005.doc

RÉSUMÉ : Principaux résultats de la statistique brute au 31.12.2006 et de la statistique rectifiée au 31.12.2005.

"Document émis pour action après validation par signature de la Direction de l'UNEDIC"



Direction des Etudes et des Statistiques

Paris, le 24 juillet 2007

CIRCULAIRE N° 2007-10

STATISTIQUES ANNUELLES DES ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS

Madame, Monsieur le Directeur,

Nous avons l'honneur de vous adresser les résultats définitifs de la statistique annuelle 2006, c'est-à-dire les résultats bruts au 31 décembre 2006 et les résultats rectifiés au 31 décembre 2005.

Nous vous remercions des efforts entrepris par vos services afin de parvenir à un résultat de qualité.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur le Directeur, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Directeur général,



Jean-Luc BERARD



**STATISTIQUES ANNUELLES
DES EFFECTIFS
SALARIÉS AFFILIÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2006**

Le 24 juillet 2007

SOMMAIRE

<i>SOMMAIRE</i>	2
<i>RÉSUMÉ</i>	3
LA CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIÉ AU PLUS HAUT DEPUIS 2001	3
<i>STATISTIQUES ANNUELLES DES EFFECTIFS SALARIÉS AFFILIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2006</i>	5
1. FRANCE MÉTROPOLITAINE : UNE PROGRESSION DE L'EMPLOI QUI S'ACCÉLÈRE	5
2. LA PLUS FORTE HAUSSE DU NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS À L'ASSURANCE CHÔMAGE DEPUIS 2001	7
3. LA CROISSANCE DE L'EMPLOI SE CONCENTRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYANT DE 10 À 99 SALARIÉS	9
4. LE TERTIAIRE RESTE LE SECTEUR LE PLUS DYNAMIQUE EN TERMES D'EFFECTIFS	15
5. UN GRAND ARC ATLANTIQUE-MÉDITERRANÉE AU-DESSUS DE LA MOYENNE NATIONALE	23
6. L'EMPLOI SELON LE STATUT DES SALARIÉS AU REGARD DE L'ASSURANCE CHÔMAGE	35
7. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET DANS LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	37
8. UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI SUPÉRIEURE À CELLE PRÉVUE LORS DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES	41
9. RÉVISION DE LA STATISTIQUE PROVISOIRE 2005	43
<i>ANNEXES</i>	44

RÉSUMÉ

LA CROISSANCE DE L'EMPLOI SALARIÉ AU PLUS HAUT DEPUIS 2001

1. Après une année 2005 marquée par une progression de l'emploi consolidée (+0,8% en glissement annuel, après +0,3% en 2004), 2006 voit la hausse de l'emploi s'accélérer. Les effectifs salariés ont augmenté de 239 600 personnes de fin décembre 2005 à fin décembre 2006, soit +1,5%. L'économie française a ainsi créé environ deux fois plus de postes qu'en 2005. Il faut remonter à l'année 2001 pour observer de telles créations nettes d'emplois sur un an (+278 700 postes). Compte tenu de la croissance économique (+2,2% en 2006 contre +1,7% en 2005), les créations d'emplois sont particulièrement importantes. L'année 2006 voit le retour à un fort contenu en emploi du PIB, comparable au début du cycle de la fin des années 90. Cette hausse de l'emploi porte à 16 232 900 le nombre de salariés des secteurs concurrentiels au 31 décembre 2006, niveau jamais atteint auparavant.
2. Le nombre d'établissements est en progression de 1,1%, soit 17 140 unités supplémentaires. Cette hausse concerne toutes les tailles d'établissements, résultat qui n'avait pas été enregistré depuis 1999. Cela porte à **1 565 220** le nombre d'établissements ayant au moins un salarié cotisant au 31 décembre 2006.
3. La hausse du nombre des établissements de 10 à 99 salariés s'accompagne d'une croissance de leurs effectifs. En effet, l'emploi dans ces établissements, qui représente 41,0% des salariés, connaît en 2006 une évolution particulièrement dynamique de +2,0% avec +131 800 salariés, ce qui équivaut à 55,0% des créations nettes d'emplois en 2006.
4. En recul depuis 2001, l'emploi du secteur industriel a poursuivi sa baisse en 2006 en perdant 49 900 postes (-1,4% en un an), représentant toutefois 40 500 suppressions de postes de moins que l'année précédente. Comme c'est le cas depuis 2004, la hausse de l'emploi dans la construction et le tertiaire a fait plus que compenser la réduction des effectifs industriels. La construction, dont la hausse d'effectifs est sensiblement supérieure à celle de 2005 (+4,5%, soit 1,0 point de plus), a progressé de 60 100 emplois. De même, le tertiaire (+2,0%) a créé 229 000 postes, soit près du double de ce qui avait été généré en 2005. Il faut toutefois noter que si l'on comptabilisait l'intérim dans les secteurs utilisateurs, la croissance de l'emploi serait moins importante dans le secteur tertiaire (+1,9% contre +2,0% y compris tout l'emploi intérimaire) ainsi que dans celui de la construction (+3,9% contre +4,5% hors intérim). Inversement, l'industrie perdrait moins d'emplois (-0,7% contre -1,4% hors intérim).
5. La totalité des régions et près des neuf dixièmes des départements sont créateurs d'emplois en 2006. En tête des régions figurent l'**Aquitaine**, **Midi-Pyrénées** et **Languedoc-Roussillon** (+2,5% chacune), **Bretagne** (+2,1%) ainsi que **Poitou-Charentes** (+2,0%). A l'opposé, les régions qui créent le moins d'emplois sont la Franche-Comté (+0,1%), Lorraine (+0,3%), Picardie (+0,4%) et Alsace et Bourgogne (+0,6% chacune).
6. En Outre-mer, l'emploi progresse partout. Globalement, la hausse est de 5,9%.
7. L'évolution de l'emploi en 2006 est révisée à la hausse de 0,2 point par rapport à l'estimation réalisée à partir des statistiques trimestrielles (+1,5% observée contre +1,3% estimée).
8. La hausse de l'emploi en 2005 est également révisée à la hausse. Elle s'établit de façon définitive à +0,8% en glissement, soit 123 300 créations nettes d'emplois salariés.

Graphique 1 : Évolution des effectifs salariés affiliés du 31.12.1981 au 31.12.2006 en milliersⁱ

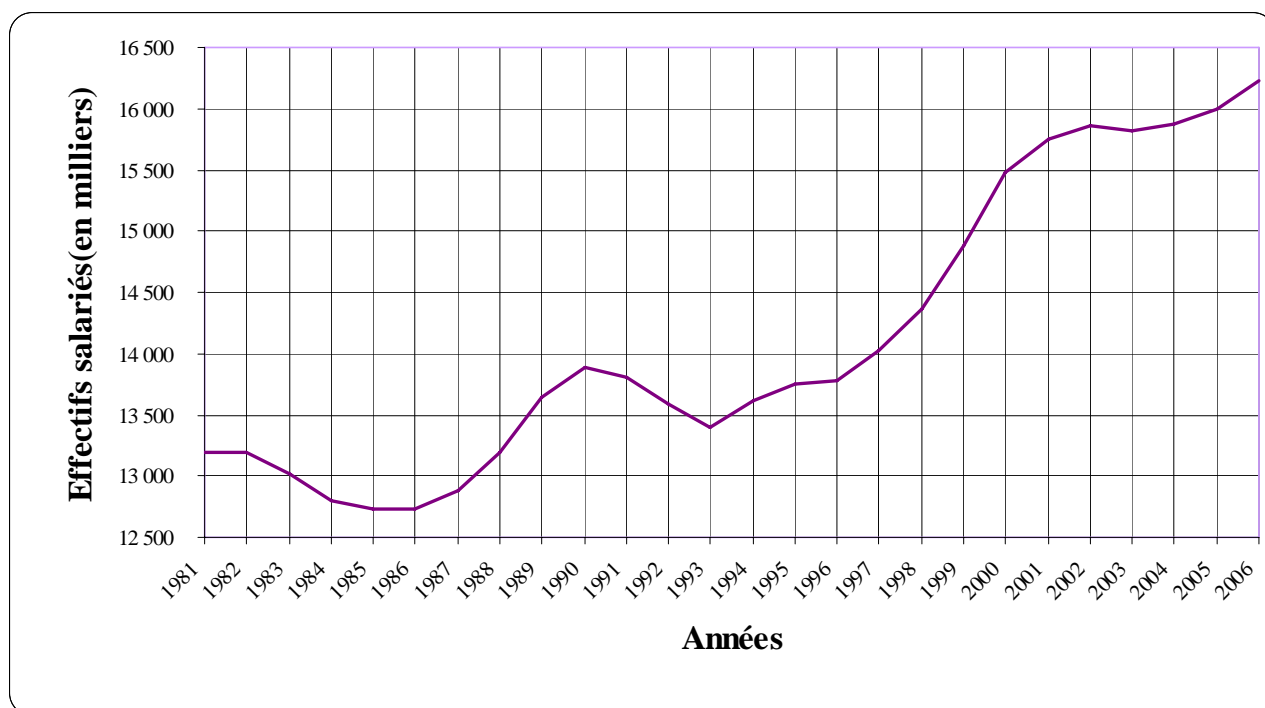


Tableau 1 : Évolution des effectifs recensés par l'Unédic au 31 décembreⁱ

ANNÉES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	VARIATION ABSOLUE TOTAL	VARIATION EN %		VARIATION EN %	
					HOMMES	FEMMES	TOTAL	
1981	8 331 952	4 865 325	13 197 277					
1982	8 249 120	4 949 977	13 199 097	1 820	-1,0%	1,7%	0,0%	↗
1983	8 032 214	4 980 310	13 012 524	-186 573	-2,6%	0,6%	-1,4%	↘
1984	7 828 029	4 968 109	12 796 138	-216 386	-2,5%	-0,2%	-1,7%	↘
1985	7 751 137	4 973 366	12 724 503	-71 635	-1,0%	0,1%	-0,6%	↘
1986	7 727 877	5 006 423	12 734 300	9 797	-0,3%	0,7%	0,1%	↗
1987	7 796 772	5 079 258	12 876 030	141 730	0,9%	1,5%	1,1%	↗
1988	7 983 867	5 213 490	13 197 357	321 327	2,4%	2,6%	2,5%	↗
1989	8 214 213	5 430 099	13 644 312	446 955	2,9%	4,2%	3,4%	↗
1990	8 304 330	5 587 960	13 892 290	247 978	1,1%	2,9%	1,8%	↗
1991	8 198 344	5 606 625	13 804 969	-87 321	-1,3%	0,3%	-0,6%	↘
1992	8 002 833	5 588 013	13 590 846	-214 123	-2,4%	-0,3%	-1,6%	↘
1993	7 825 017	5 567 101	13 392 118	-198 728	-2,2%	-0,4%	-1,5%	↘
1994	7 971 053	5 644 394	13 615 447	223 329	1,9%	1,4%	1,7%	↗
1995	8 041 881	5 704 228	13 746 109	130 662	0,9%	1,1%	1,0%	↗
1996	8 019 555	5 752 765	13 772 320	26 211	-0,3%	0,9%	0,2%	↗
1997	8 163 377	5 862 193	14 025 570	253 250	1,8%	1,9%	1,8%	↗
1998	8 351 171	6 009 908	14 361 079	335 509	2,3%	2,5%	2,4%	↗
1999	8 649 770	6 233 050	14 882 820	521 741	3,6%	3,7%	3,6%	↗
2000	8 969 911	6 506 401	15 476 312	593 492	3,7%	4,4%	4,0%	↗
2001	9 060 626	6 694 364	15 754 990	278 678	1,0%	2,9%	1,8%	↗
2002	9 086 633	6 775 980	15 862 613	107 623	0,3%	1,2%	0,7%	↗
2003	9 023 216	6 798 095	15 821 311	-41 302	-0,7%	0,3%	-0,3%	↘
2004	9 019 106	6 850 961	15 870 067	48 756	0,0%	0,8%	0,3%	↗
2005	9 082 746	6 910 603	15 993 349	123 282	0,7%	0,9%	0,8%	↗
2006	9 182 933	7 049 999	16 232 932	239 583	1,1%	2,0%	1,5%	↗

ⁱ Résultats définitifs jusqu'au 31 décembre 2005 et semi-définitifs au 31 décembre 2006

STATISTIQUES ANNUELLES DES EFFECTIFS SALARIÉS AFFILIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2006ⁱ

1. FRANCE MÉTROPOLITAINE : UNE PROGRESSION DE L'EMPLOI QUI S'ACCÉLÈRE

• Après une année 2003 qui avait vu pour la première fois depuis 1993 la France perdre des emplois (-41 300 postes), 2004 s'était caractérisé par un redémarrage modéré de l'emploi (+0,3% en glissement annuel, soit +48 800 postes), consolidé en 2005 avec 123 300 postes supplémentaires, soit +0,8% sur un an. Grâce à cette hausse de 1,5%, ce sont près de 240 000 emplois qui auront été créés en 2006. Cette augmentation reste cependant inférieure à la moyenne de la période 1997-2002 durant laquelle deux millions de postes avaient été créés, soit un taux annuel moyen d'évolution de +2,4%. Mais la France n'avait plus produit autant d'emplois depuis cinq ans avec une croissance du PIB qui n'a pas dépassé 2,2% sur l'année.

Cette performance signe la fin d'une période d'appauvrissement de la croissance en emplois. En 2004 et dans une moindre mesure en 2005, la reprise de l'activité économique ne s'était pas traduite par les créations d'emplois normalement escomptées du fait de réserves de main-d'œuvre dans les entreprises. En 2006, dans un contexte d'accélération du PIB, les entreprises ont ajusté leur politique d'embauche de manière comparable au cycle précédent de la fin des années 90ⁱⁱ.

Au 31 décembre 2006, les institutions de l'Assurance chômage dénombrent **16 232 900** salariésⁱⁱⁱ contre **15 993 300** au 31 décembre 2005.

• L'année 2000 avait marqué un retour à une croissance plus dynamique de l'emploi féminin après trois années où il avait progressé sensiblement au même rythme que l'emploi masculin. Ce phénomène perdure depuis et se confirme en 2006 : une progression de 2,0% pour l'emploi féminin (+139 400 salariées) contre une hausse de 1,1% (+100 200 postes) pour l'emploi masculin.

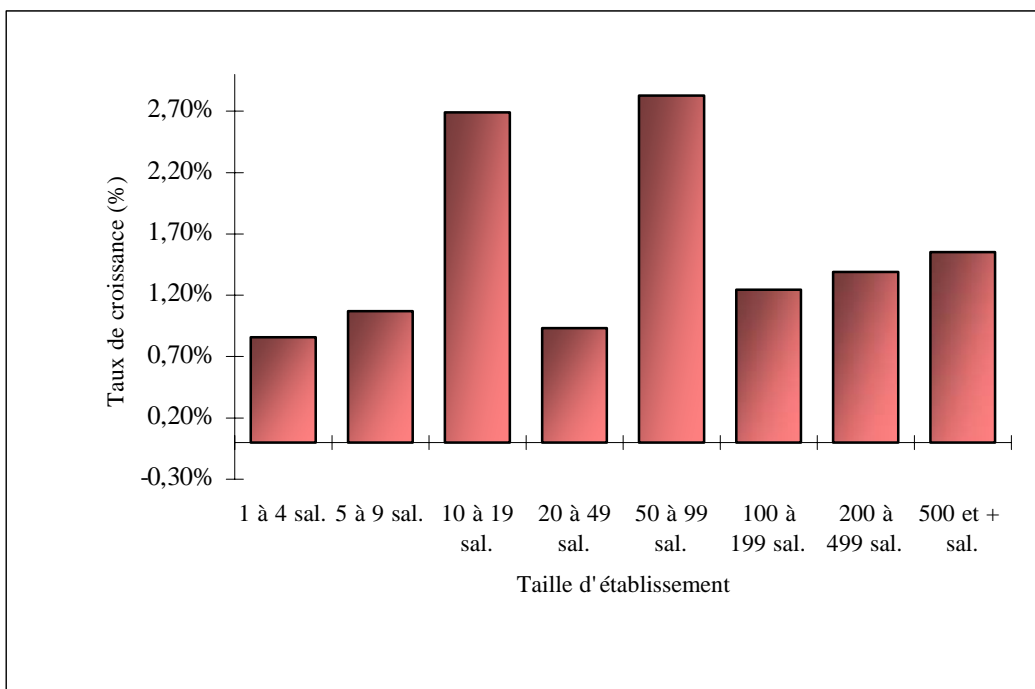
La part des femmes dans l'emploi augmente de 0,2 point, se portant à 43,4% de la population salariée en 2006. Depuis 1981, cette proportion a gagné plus de 6 points.

ⁱ Hors la quasi totalité du secteur agricole (715 392 cotisants actifs au 31.12.2005 recensés, par ailleurs, par la Mutualité Sociale Agricole (Source : CCMSA/StatOES)).

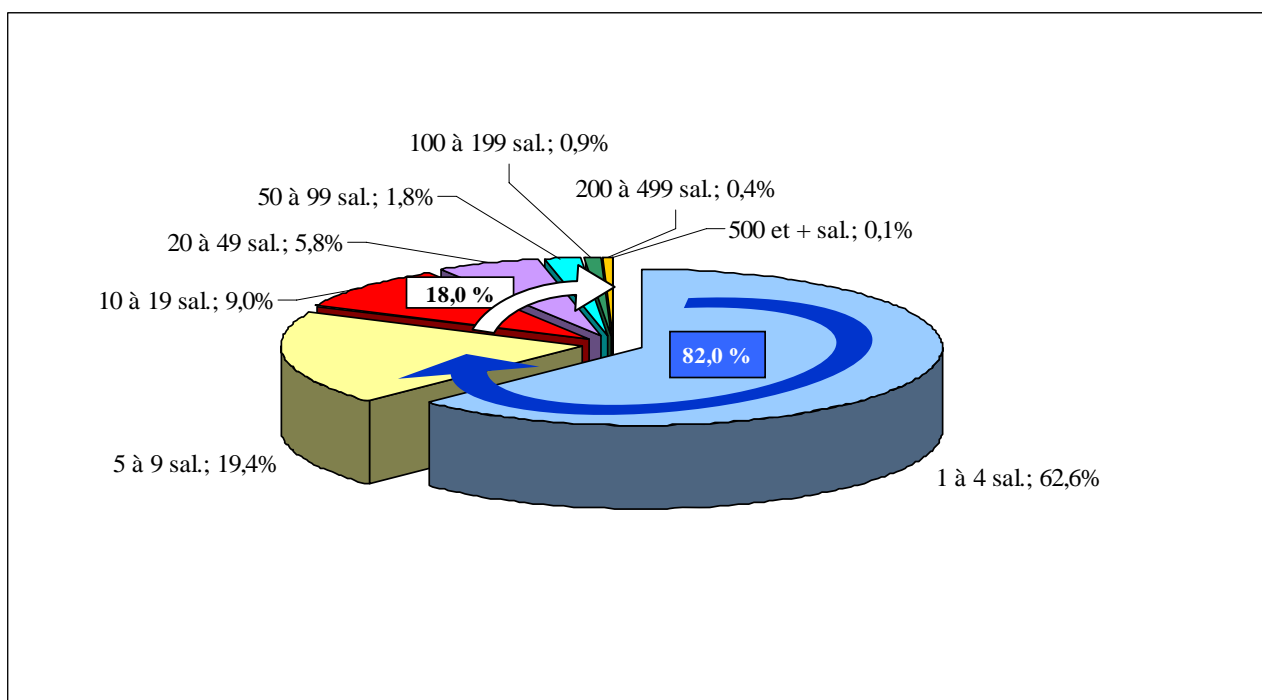
ⁱⁱ Avec une croissance identique à celle de 2006, un nombre à peu près équivalent d'emplois (278 000) avaient été créés en 1997. En revanche, en 2004, l'économie française en avait engendré seulement 48 800, avec une hausse du PIB pourtant supérieure (+2,3%).

ⁱⁱⁱ En métropole y compris, les apprentis, les salariés de 65 ans et plus, ainsi que les mandataires sociaux. L'emploi salarié dans les DOM est analysé au chapitre 8.

Graphique 2 : Évolution annuelle du nombre d'établissements par taille au 31.12.2006



Graphique 3 : Répartition des établissements par taille au 31.12.2006



2. LA PLUS FORTE HAUSSE DU NOMBRE DES ÉTABLISSEMENTS AFFILIÉS À L'ASSURANCE CHÔMAGE DEPUIS 2001

- En lien avec le fort dynamisme des créations d'entreprises qui se poursuit en 2006, le nombre d'établissements affiliés à l'Assurance chômage a augmenté de **1,1%**, soit **17 140** unités supplémentaires. Cette hausse concerne toutes les tailles d'établissements, résultat qui n'avait pas été enregistré depuis 1999. Cela porte à **1 565 220** le nombre d'établissements ayant au moins un salarié cotisant au 31 décembre 2006.

- Les établissements de petite taille employant moins de 10 salariés, sont particulièrement dynamiques en 2006. Leur taux annuel d'évolution s'élève à +0,9%. Parmi ceux-ci, ce sont les établissements de 5 à 9 salariés qui enregistrent la plus forte progression (+1,1%), suivis des établissements de 1 à 4 salariés (+0,9%). Au total, ils représentent près de 68,0% de l'ensemble des créations d'établissements durant cette année. Les établissements employant entre 10 et 19 salariés sont encore plus dynamiques : ils ont augmenté de 2,7%.

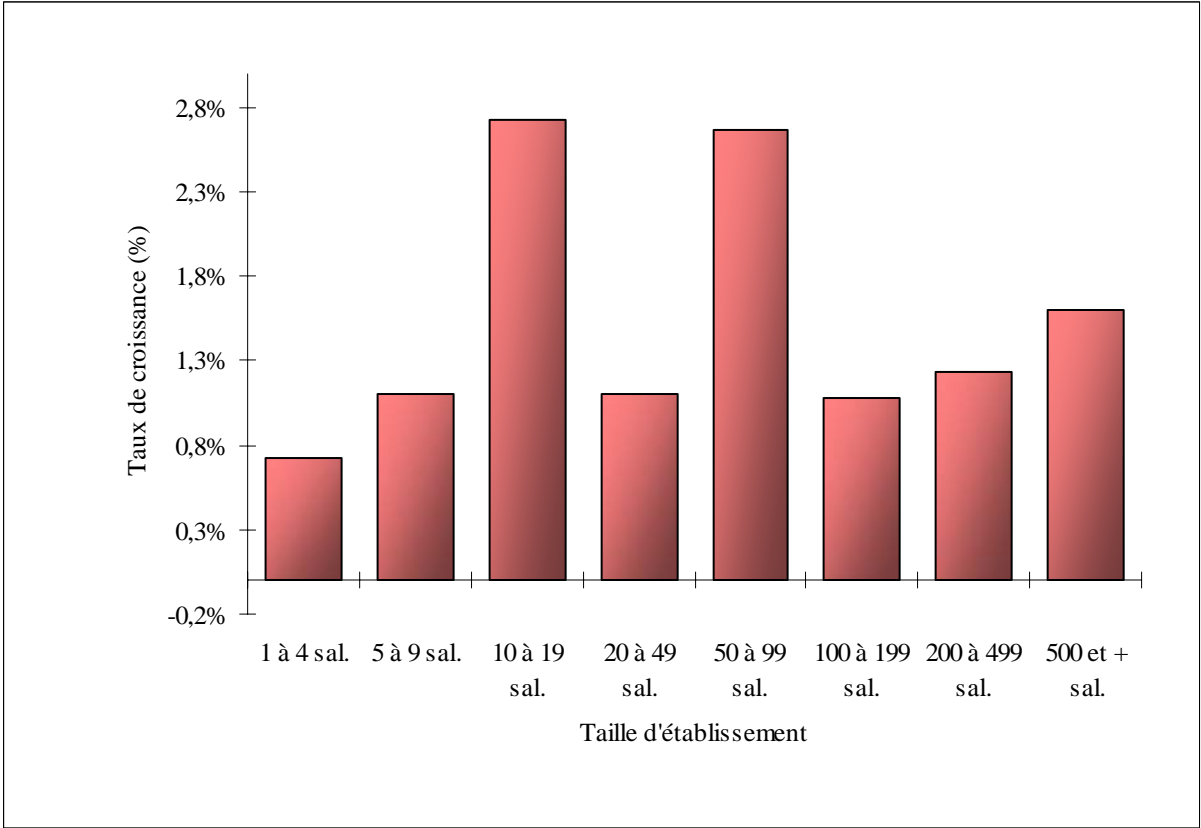
- Les établissements de taille moyenne, employant entre 20 et 99 salariés, sont encore en augmentation en 2006. Leur taux annuel d'évolution s'élève à +1,4% mais avec des situations contrastées selon les classes de taille les composant. Parmi ceux-ci, ce sont les établissements de 50 à 99 salariés qui enregistrent la plus forte progression (+2,8%). Les établissements de 20 à 49 salariés n'augmentent que de 0,9%.

- Les établissements de grandes tailles employant plus 99 salariés sont, eux aussi, en progression en 2006 avec un taux annuel d'évolution de +1,3%. Parmi ces derniers, les établissements employant entre 100 et 199 salariés enregistrent une progression de 1,2% et les établissements de 200 à 499 salariés une hausse de 1,4%. Enfin, le nombre d'établissements de très grandes tailles (500 salariés et plus) augmente de 1,6%.

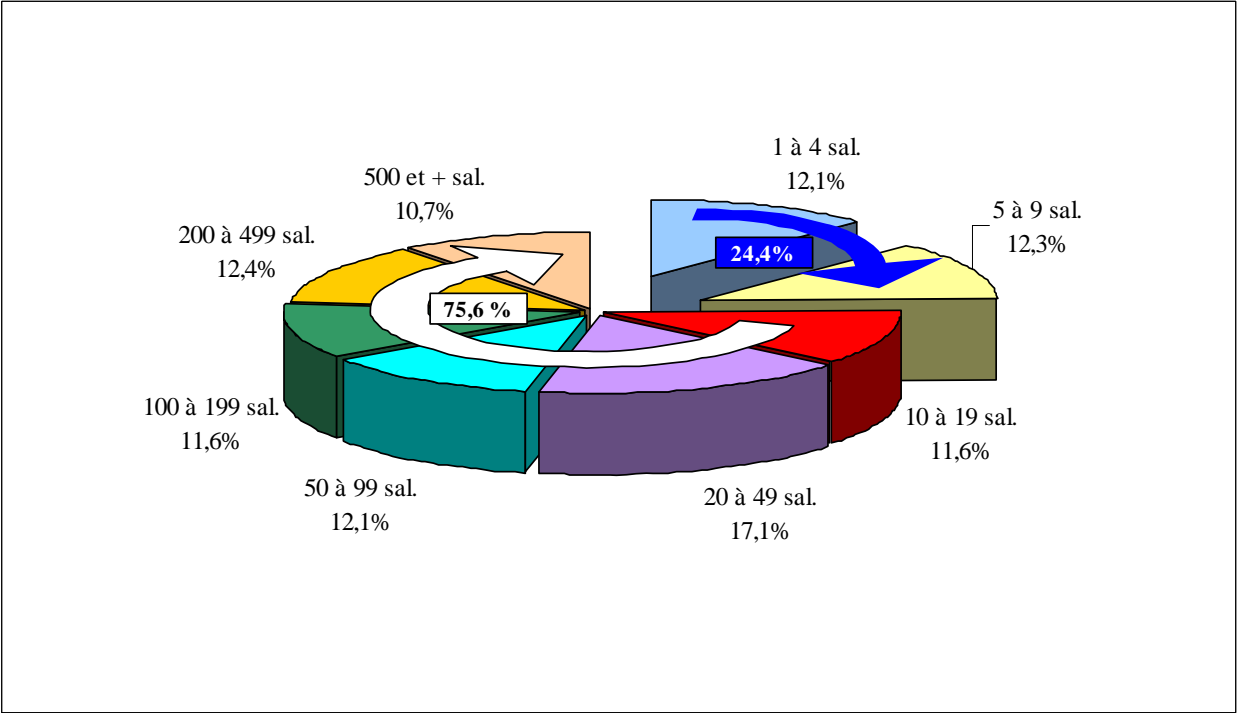
Tableau 2 : Évolution du nombre d'établissements entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006 selon leur taille

Taille des établissements	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 et + salariés	TOTAL
Etablissements au 31/12/2005	971 208	300 955	136 805	89 226	27 967	13 501	6 683	1 741	1 548 086
%	62,7%	19,4%	8,8%	5,8%	1,8%	0,9%	0,4%	0,1%	100%
Etablissements au 31/12/2006	979 526	304 180	140 486	90 058	28 758	13 669	6 776	1 768	1 565 221
%	62,6%	19,4%	9,0%	5,8%	1,8%	0,9%	0,4%	0,1%	100%
Variation en valeur absolue	8 318	3 225	3 681	832	791	168	93	27	17 135
Evolution en pourcentage	0,9%	1,1%	2,7%	0,9%	2,8%	1,2%	1,4%	1,6%	1,1%

Graphique 4 : Évolution annuelle de l'emploi salarié par taille d'établissement au 31.12.2006



Graphique 5 : Répartition des effectifs salariés par taille d'établissement au 31.12.2006



3. LA CROISSANCE DE L'EMPLOI SE CONCENTRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYANT DE 10 À 99 SALARIÉS

- L'emploi salarié dans l'ensemble des établissements affiliés à l'Assurance chômage progresse de 1,5% entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006. Comme en 2005, cette hausse concerne toutes les tailles d'établissements.

- Cette augmentation diffère néanmoins selon la taille des établissements concernés. Après plusieurs années au cours desquelles l'essentiel des créations d'emplois provenait des petites entreprises, on a assisté à partir de la reprise économique de 1997 et ce, jusqu'à 2000, à un renversement de tendance : les établissements de grande taille (+ de 100 salariés) étaient ceux qui contribuaient le plus à la hausse de l'emploi. A partir de 2001, le centre de gravité, en termes de créations d'emplois, se déplaça vers des établissements de taille moyenne (de 10 à 99 salariés) puis à partir de 2004 sur les établissements de petite taille (5 à 19 salariés). En 2006, en lien direct avec l'accroissement du nombre d'établissements, les effectifs augmentent particulièrement dans les établissements employant de 10 à 19 salariés et dans ceux de 50 à 99 salariés. Ces deux tranches qui représentent environ un quart de l'emploi global pèsent près de 43,0% des créations totales d'emplois en 2006, soit une augmentation nette d'un peu plus de 100 000 individus. Leur taux annuel d'évolution s'élève à +2,7%. Les secteurs concernés relèvent principalement de la construction et du tertiaire, notamment les conseils et assistance, les services opérationnels, les hôtels et restaurants et la santé, action sociale.

- L'évolution de l'emploi dans les établissements de taille moyenne (de 20 à 49 salariés) reste également positive : +1,1%, soit une hausse de 30 300 salariés. De même, l'emploi dans les grands établissements de 100 salariés et plus augmente de 1,3%, soit une hausse de 71 900 salariés, et tout particulièrement dans les établissements de 500 salariés et plus (+1,6%).

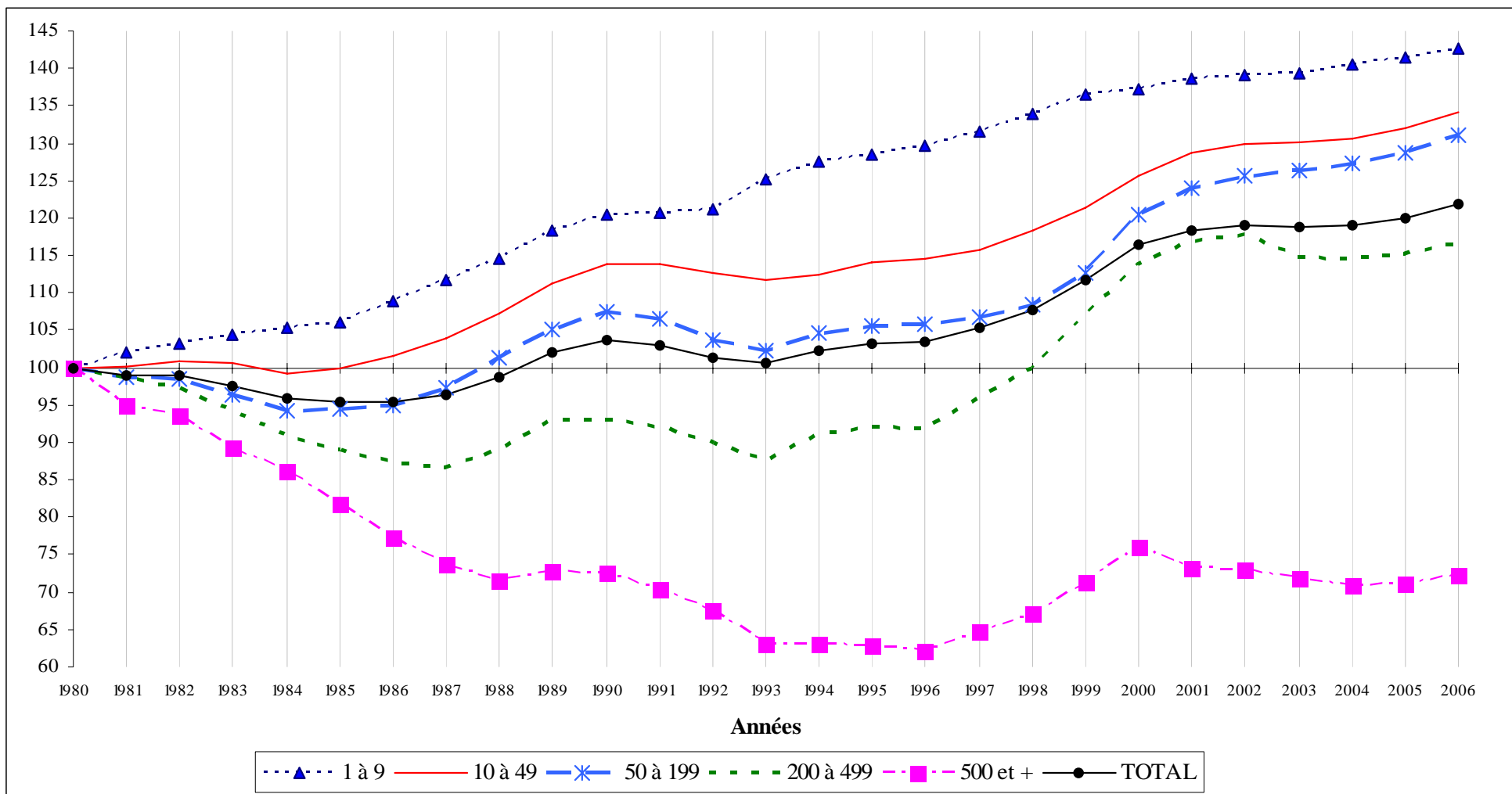
- L'emploi augmente modérément au sein des établissements de 1 à 4 salariés (+0,7%, soit une hausse de 14 100 postes) et dans ceux de 5 à 9 salariés (+1,1%, soit une hausse de 21 800 postes). Au total, l'emploi dans les établissements de moins de 10 salariés, augmente de 0,9% avec +35 900 salariés.

- En résumé, l'emploi dans les établissements de 10 à 99 salariés, qui représente 41,0% des salariés, connaît en 2006 une évolution particulièrement dynamique de +2,0% avec +131 800 salariés, ce qui équivaut à 55,0% des créations nettes d'emplois en 2006.

Tableau 3 : Évolution de l'emploi entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006 selon la taille des établissements

Taille des établissements	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 et + salariés	TOTAL
Salariés totaux au 31/12/2005	1950995	1974889	1839577	2753521	1919950	1861943	1989914	1702560	15 993 349
%	12,2%	12,3%	11,5%	17,2%	12,0%	11,6%	12,4%	10,6%	100%
Salariés totaux au 31/12/2006	1965093	1996711	1889850	2783769	1971202	1882022	2014487	1729798	16 232 932
%	12,1%	12,3%	11,6%	17,1%	12,1%	11,6%	12,4%	10,7%	100%
Variation en valeur absolue	14 098	21 822	50 273	30 248	51 252	20 079	24 573	27 238	239 583
Evolution en pourcentage	0,7%	1,1%	2,7%	1,1%	2,7%	1,1%	1,2%	1,6%	1,5%

Graphique 6 : Évolution des effectifs salariés selon la taille de l'établissement
(Indice en base 100 au 31.12.1980)



**Tableau 4 : Évolution des effectifs salariés selon la taille de l'établissement
au 31 décembre**

Années	1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés	500 salariés et plus	TOTAL
1993	+25 525 + 1,4%	+19 417 + 1,2%	+169 0,0%	-49 357 -2,0%	-36 112 -2,3%	-12 696 -0,9%	-43 345 -2,8%	-102 329 -6,3%	-198 728 -1,5%
1994	+33 898 + 1,9%	+33 897 + 2,0%	+5 902 + 0,4%	+21 977 + 0,9%	+17 490 + 1,1%	+55 760 + 3,8%	+58 106 + 3,8%	-3 701 - 0,2%	+223 329 1,7%
1995	+12 148 + 0,7%	+14 043 + 0,8%	+24 698 + 1,6%	+37 348 + 1,5%	+16 714 + 1,1%	+10 727 + 0,7%	+18 775 + 1,2%	-3 791 -0,3%	+130 662 + 1,0%
1996	+9 132 + 0,5%	+25 323 + 1,5%	+796 0,1%	+8 572 + 0,3%	-812 -0,1%	+6 547 + 0,4%	-5 942 -0,4%	-17 405 -1,2%	+26 211 + 0,2%
1997	+26 441 + 1,4%	+25 884 + 1,5%	+19 423 + 1,3%	+24 446 + 1,0%	+11 360 + 0,7%	+13 210 + 0,9%	+72 938 +4,6%	+59 548 +4,0%	+253 250 + 1,8%
1998	+22 979 + 1,2%	+39 911 + 2,2%	+47 685 + 3,1%	+45 383 + 1,8%	+27 839 + 1,7%	+23 908 + 1,5%	+66 898 + 4,0%	+60 906 + 3,9%	+335 509 + 2,4%
1999	+26 413 + 1,4%	+45 253 + 2,5%	+64 024 + 4,0%	+36 855 + 1,5%	+50 301 + 3,1%	+75 268 + 4,8%	+122 573 + 7,1%	+101 054 + 6,3%	+521 741 + 3,6%
2000	-7 893 -0,4%	+32 154 + 1,7%	+61 140 + 3,7%	+81 211 + 3,2%	+106 396 + 6,4%	+113 640 + 6,9%	+113 858 + 6,2%	+92 986 + 5,4%	+593 492 + 4,0%
2001	+11 463 + 0,6%	+25 841 + 1,4%	+54 996 + 3,2%	+62 170 + 2,3%	+71 644 + 4,0%	+41 779 + 2,4%	+57 855 + 3,0%	-47 070 -2,6%	+278 678 + 1,8%
2002	-1 078 -0,1%	+14 575 + 0,8%	+8 996 + 0,5%	+29 489 + 1,1%	+26 523 + 1,4%	+22 769 + 1,3%	+14 044 + 0,7%	-7 695 -0,4%	+107 623 + 0,7%
2003	+127 + 0,0%	+5 688 + 0,3%	+7 539 + 0,4%	+4 813 + 0,2%	+8 924 + 0,5%	+7 777 + 0,4%	-50 506 -2,5%	-25 664 -1,5%	-41 302 -0,3%
2004	+13 574 + 0,7%	+18 672 + 1,0%	+10 062 + 0,6%	+1 520 + 0,1%	+14 111 + 0,7%	+19 447 + 1,1%	-5 521 -0,3%	-23 109 -1,3%	+48 756 + 0,3%
2005	+8 561 + 0,4%	+14 478 + 0,7%	+42 029 + 2,3%	+6 280 + 0,2%	+21 418 + 1,1%	+13 854 + 0,7%	+13 363 + 0,7%	+3 299 + 0,2%	+123 282 + 0,8%
2006	+14 098 + 0,7%	+21 822 + 1,1%	+50 273 + 2,7%	+30 248 + 1,1%	+51 252 + 2,7%	+20 079 + 1,1%	+24 573 + 1,2%	+27 238 + 1,6%	+239 583 + 1,5%

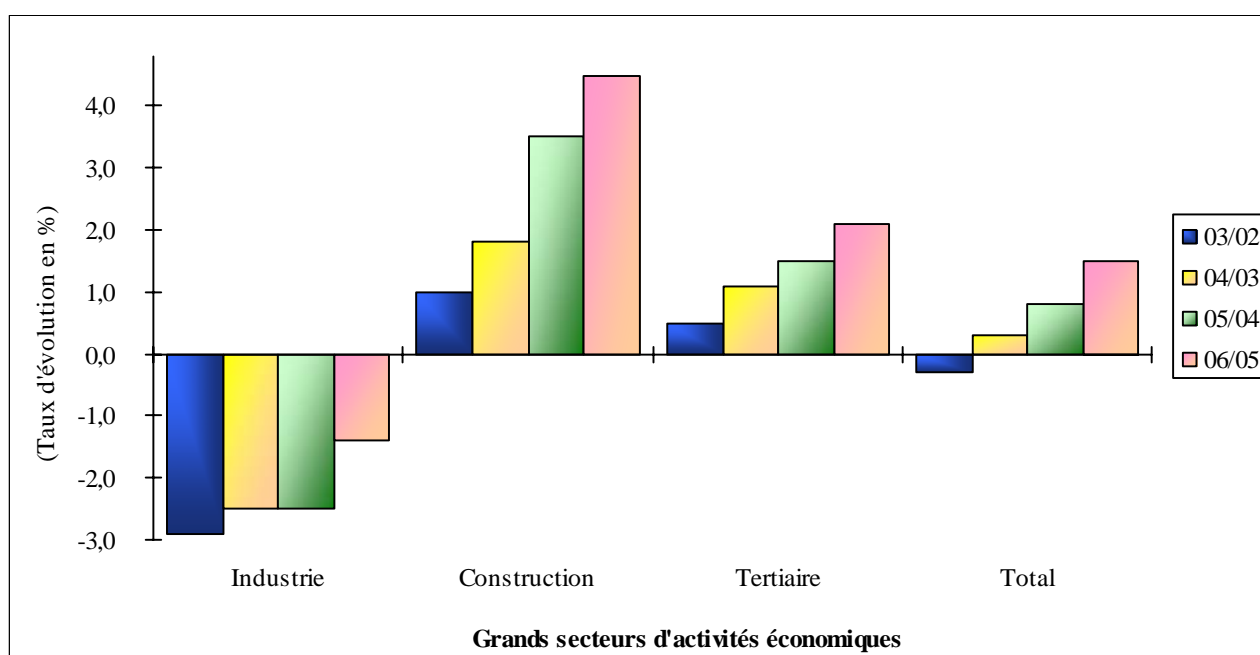
Tableau 5 : Évolution des effectifs salariés dans le secteur industriel, la construction et le secteur tertiaire⁽¹⁾

Années	Secteur industriel (APE 10 à 41)		Construction (APE 45)		Secteur tertiaire ⁽²⁾ (APE 50 à 95)		Ensemble des activités (APE 00 à 99)	
	en %	en valeur absolue	en %	en valeur absolue	en %	en valeur absolue	en %	en valeur absolue
1981	-3,5	-180 981	-2,6	-40 728	1,4	93 747	-0,9	-123 964
1982	-1,0	-48 859	-3,9	-59 448	1,7	112 928	0,0	1 820
1983	-2,9	-146 814	-6,5	-96 324	1,1	75 379	-1,4	-186 573
1984	-3,7	-179 627	-6,2	-86 261	0,7	48 890	-1,7	-216 386
1985	-2,8	-128 898	-2,2	-29 061	1,3	89 205	-0,6	-71 635
1986	-2,6	-119 554	0,3	3 623	1,9	131 109	0,1	9 797
1987	-2,4	-107 843	0,3	3 394	3,5	243 402	1,1	141 730
1988	-0,6	-25 850	2,4	31 083	4,3	311 092	2,5	321 327
1989	1,8	76 607	1,8	23 694	4,6	350 183	3,4	446 955
1990	0,6	27 536	0,8	11 315	2,7	210 891	1,8	247 978
1991	-2,8	-124 254	-1,9	-25 273	0,7	57 542	-0,6	-87 321
1992	-4,1	-173 739	-5,2	-68 866	0,4	32 310	-1,6	-214 123
1993	-4,6	-189 401	-5,1	-63 262	0,7	59 352	-1,5	-198 728
1994	-0,9	-35 111	0,4	5 267	3,1	254 097	1,7	223 329
1995	0,1	2 634	-1,5	-17 412	1,7	145 767	1,0	130 662
1996	-1,8	-71 459	-3,7	-43 415	1,6	141 043	0,2	26 211
1997	-0,3	-10 271	-1,1	-12 877	3,1	277 122	1,8	253 250
1998	0,1	4 391	0,9	9 927	3,5	321 208	2,4	335 509
1999	0,2	6 082	3,5	39 434	5,0	476 086	3,6	521 741
2000	1,9	70 886	4,6	53 410	4,7	468 829	4,0	593 492
2001	-0,1	-4 339	2,3	27 573	2,5	254 631	1,8	278 678
2002	-2,5	-95 718	0,4	5 494	1,9	198 349	0,7	107 623
2003	-2,9	-107 605	1,0	12 808	0,5	53 536	-0,3	-41 302
2004	-2,5	-92 182	1,8	22 665	1,1	117 804	0,3	48 756
2005	-2,5	-90 379	3,5	46 080	1,5	167 577	0,8	123 282
2006	-1,4	-49 855	4,5	60 094	2,1	229 007	1,5	239 583

(1) Excepté la dernière année, il s'agit de comparaisons de situations rectifiées

(2) Hors activités extra-territoriales

Graphique 7 : Évolution annuelle des effectifs salariés dans le secteur industriel, la construction et le tertiaire



Graphique 7 Bis : Historique de l'évolution des effectifs salariés dans le secteur industriel, la construction et le tertiaire

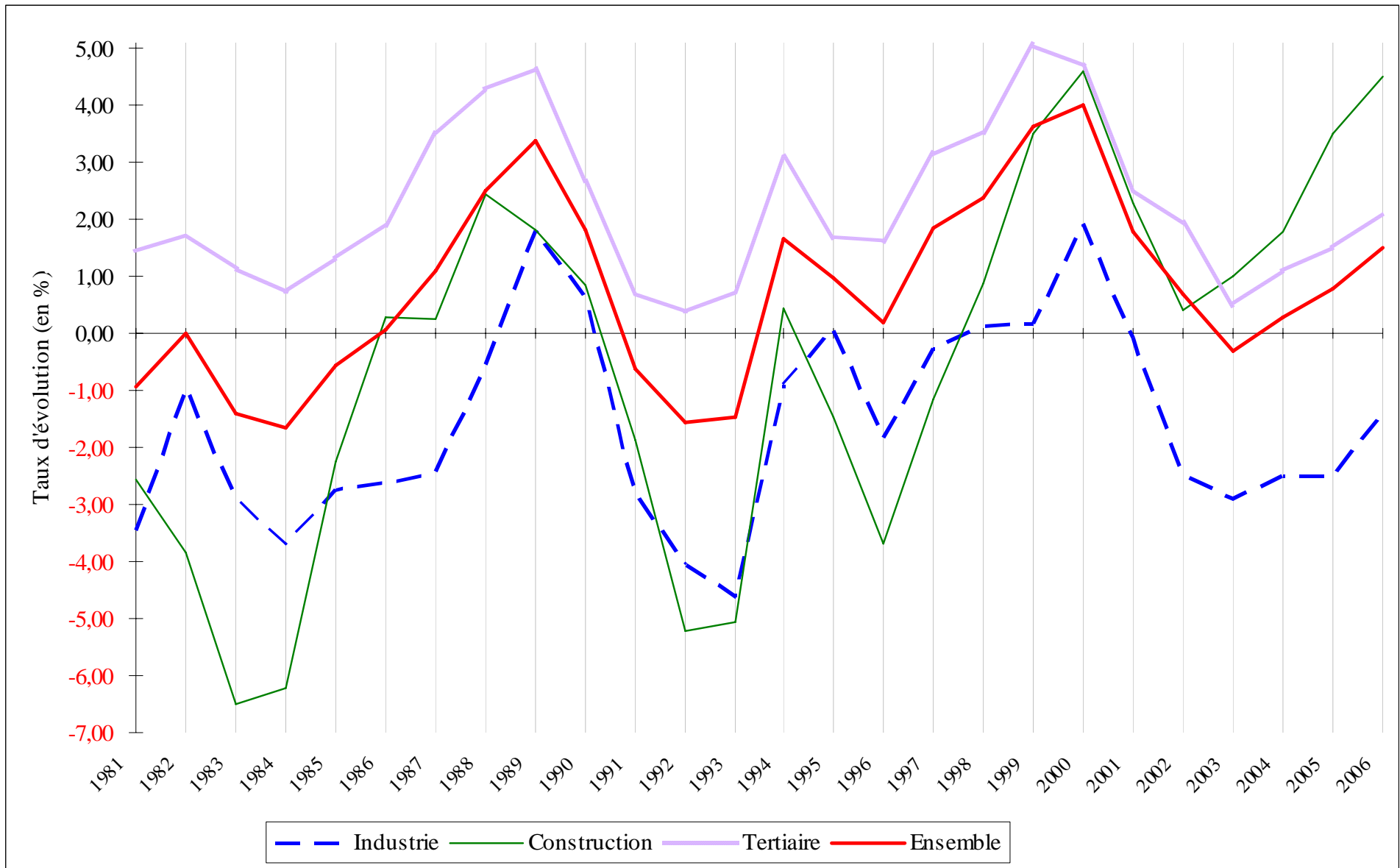
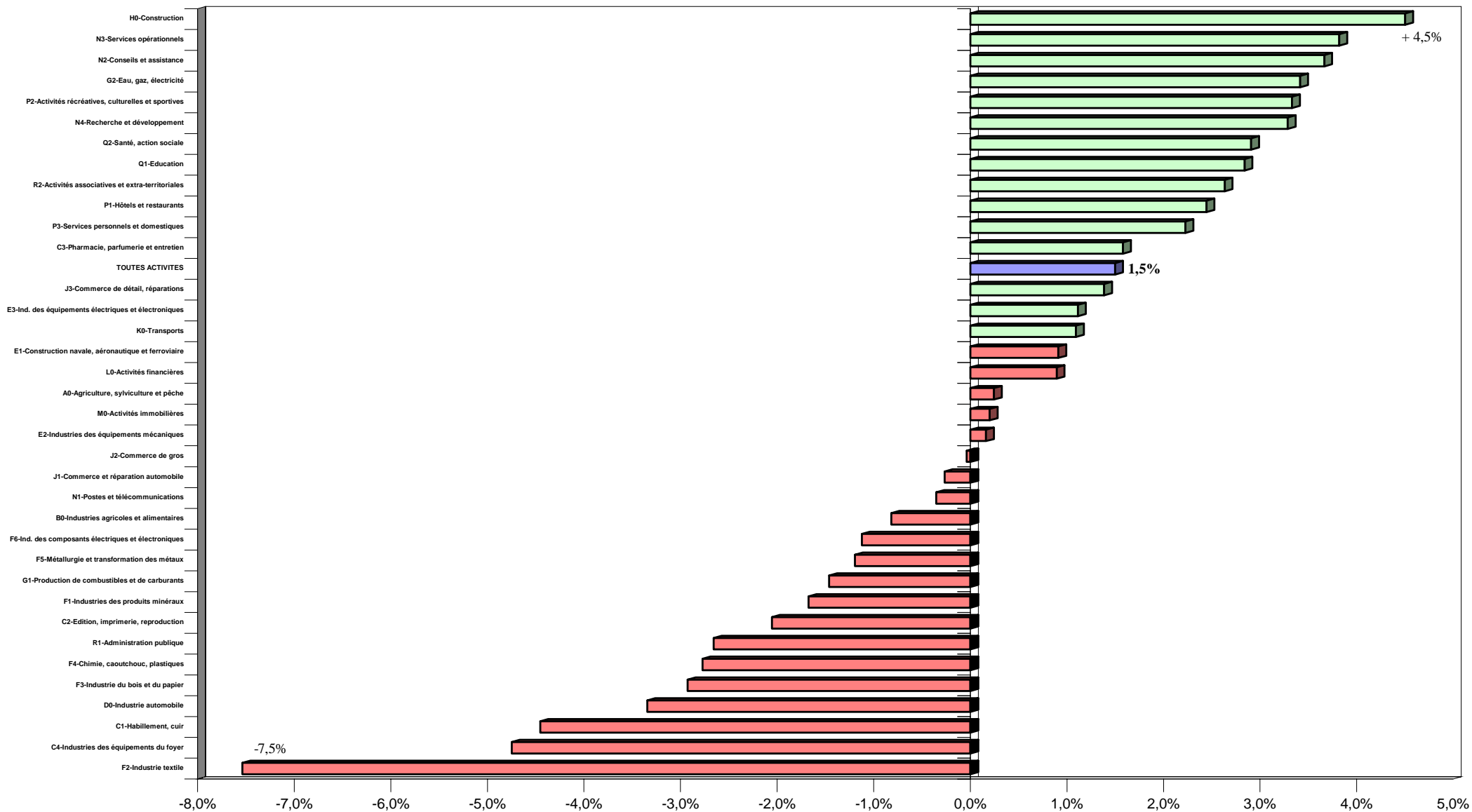


Tableau 6 : Classement des activités économiques (NES 36) selon le taux annuel d'évolution de leurs effectifs en 2005



4. LE TERTIAIRE RESTE LE SECTEUR LE PLUS DYNAMIQUE EN TERMES D'EFFECTIFS

- Comme c'est le cas depuis 2004, la hausse des effectifs dans les services et la construction a fait plus que compenser le recul observé dans le secteur industriel. Ce dernier affiche en effet une baisse de 1,4% (soit -49 900 postes). En revanche, le secteur de la construction poursuit sa progression en l'accéléralant sensiblement par rapport à 2005 : les effectifs croissent de 4,5% par rapport au 31 décembre 2005 (+60 100 salariés), soit 1,0 point de plus qu'un an auparavant. Enfin, le tertiaire présente une croissance de 2,0% (+229 000 salariés), sensiblement supérieure à celle de 2005 (+1,5%), mais toujours en retrait par rapport aux années récentes (+3,8% en moyenne entre 1997 et 2001). Néanmoins, elle retrouve le rythme qu'elle affichait en 2002 (+1,9%).

- C'est le secteur de la construction qui affiche la variation relative la plus importante en 2006 (+4,5% contre +2,0% pour le secteur tertiaire). Pour la neuvième année consécutive, des gains d'emplois sont enregistrés dans ce secteur. L'emploi dans la construction s'établit à **1 395 100 salariés** (dont 90,2% d'hommes), ce qui représente **8,6% des salariés** et plus précisément 13,7% d'hommes et 1,9% de femmes.

Après avoir baissé en 2002 et 2003, le secteur des travaux publics poursuit sa hausse en 2006 avec une augmentation de 4,5% du nombre de salariés soit +11 000 postes. Le bâtiment, qui représente 81,7% des effectifs de la construction, progresse également de 4,5% avec 49 100 postes supplémentaires.

- Le **tertiaire** reste structurellement le secteur le plus dynamique en variation d'effectifs en 2006 (+229 000 salariés), de sorte, qu'au 31 décembre 2006, il représente **70,2% de la population salariée totale**, contre 69,8% à fin 2005.

Au 31 décembre 2006, ce secteur emploie **11 399 600 salariés**^{iv}. Il enregistre ainsi un gain de **2,0%** par rapport au 31 décembre 2005, soit une hausse supérieure à celle de l'année précédente. La tertiarisation de l'emploi affilié se poursuit, s'accompagnant d'une féminisation de l'emploi salarié. Le secteur tertiaire est le seul composé majoritairement de femmes (51,7%) et, globalement, 83,7% des femmes occupées travaillent dans ce dernier (soit 0,4 point de plus que l'année précédente) contre 59,9% des hommes.

Cette croissance du tertiaire est globalement identique, dans sa structure, à celle enregistrée l'année passée. Les trois secteurs les plus dynamiques en 2006 l'étaient déjà en 2005. Ainsi, la hausse est principalement due aux **services aux entreprises** (+**3,6%**, soit +112 600 postes), au secteur de l'**éducation, santé, action sociale** (+**2,9%**, soit +45 600 postes) et aux **services aux particuliers** (+**2,6%**, soit +33 700 postes).

Ainsi, les **services aux entreprises** affichent la plus forte évolution en valeur absolue. Ils confirment les années 2004 et 2005 au cours desquelles l'emploi avait augmenté sensiblement (respectivement +3,0% et +3,3% après avoir diminué de 0,8% en 2003). En 2006, la consolidation de la reprise économique a sans doute fait que les entreprises ont plus recouru à des services extérieurs. Ces créations d'emplois proviennent également de l'externalisation de certaines activités par les entreprises. D'ailleurs, l'activité qui connaît la plus forte hausse, est celle des services opérationnels (+3,8%, soit +62 100 personnes, dont +31 500 intérimaires^v). De même, le domaine du conseil et assistance (+49 100, soit +3,7%) a fortement augmenté par rapport à 2005, année durant laquelle il avait déjà connu une hausse de 2,6%. Le secteur « recherche et développement » (+3,3%) voit également ses effectifs augmenter sensiblement. En revanche, celui des postes et

^{iv} Y compris les activités extra-territoriales d'une part et l'intérim d'autre part.

^v L'intérim est comptabilisé dans les "services opérationnels" rendus aux entreprises.

télécommunications (-0,4%) est en très légère baisse^{vi}. Les **services aux entreprises** demeure le principal secteur d'activité du tertiaire avec 28,2% de ses effectifs (soit 19,8% du nombre total de salariés) devant le commerce.

Le domaine de **l'éducation, santé, action sociale** (14,2% des effectifs du tertiaire) atteint un taux de croissance de 2,9%, soit 1,3 point de plus qu'en 2005. Le poste « santé, action sociale » explique à lui seul 83,0% de l'augmentation. Ce dernier augmente de 2,9% (+37 900 salariés) et gagne 1,1 point par rapport à 2005.

Les services aux particuliers, représentant 11,7% du secteur tertiaire, augmentent de 2,6%, soit +33 700 salariés (pour près de 61,0% grâce aux hôtels et restaurants) après avoir progressé de 1,3% en 2005. Les transports voient leurs effectifs augmenter de 1,1%. Ils représentent dorénavant 7,1% des effectifs totaux, soit 810 500 salariés au 31 décembre 2006. Quant aux **activités financières**, elles connaissent une hausse de 0,9% avec +5 200 postes.

Le **commerce**, deuxième secteur d'activité du tertiaire avec 26,4% de ses effectifs (soit 18,5% du nombre total de salariés), connaît durant l'année 2006, comme en 2005, une hausse modérée de son emploi (+0,7%, mais +20 800 salariés), soit 1,3 point de moins que le rythme de croissance du secteur tertiaire dans son ensemble. Au sein de ce secteur, le poste « commerce de détail, réparations » (+1,4%, soit +22 300 salariés) est en fait le seul qui augmente. Le poste « commerce de gros » affiche en effet une quasi-stagnation de ses effectifs (-400 salariés) alors que le « commerce et réparation automobile » connaît une légère baisse de 0,3%, soit -1 100 salariés.

Les activités immobilières, après avoir augmenté sensiblement de 2003 à 2005, connaissent une décélération (+0,2% en 2006). Elles représentent 3,1% des effectifs du tertiaire, soit 354 900 salariés. Enfin, le secteur de **l'administration** affiche une augmentation de 0,3% avec +1 500 salariés. Ce secteur représente 4,2% des effectifs du tertiaire, soit 473 900 salariés au 31 décembre 2006.

• On dénombre, au 31 décembre 2006, 3 427 600 salariés dans le secteur industriel (dont 70,5% d'hommes), ce qui représente une baisse des effectifs de 1,4% (-49 900 personnes). Cette diminution est la deuxième plus faible depuis 2001 (-0,1% en 2001). Ces moindres pertes d'emplois sont liées à l'amélioration des investissements qui augmentent de 2,0% en 2006 après avoir reculé en 2005. Dès lors, le poids de l'industrie continue à diminuer, celle-ci n'employant qu'un peu plus du cinquième de la population salariée (21,1%, soit une baisse de près de 4 points en cinq ans), et plus précisément 26,3% des hommes et 14,3% des femmes.

Les principaux sous-secteurs qui perdent des emplois sont les industries des biens de consommation (-2,3% par rapport au 31 décembre 2005, soit -13 100 postes) et les industries des biens intermédiaires (-2,2%, soit -29 000 postes).

Au sein des **industries des biens intermédiaires**, qui représentent le sous-secteur le plus important de l'industrie avec 37,0% des effectifs totaux, ce sont principalement l'industrie textile (-7,5% par rapport au 31 décembre 2005, soit -6 100 postes)^{vii}, les industries du bois et du papier (-2,9%, soit -4 400 postes) et le secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques (-2,8%, soit -9 100 postes), qui sont touchées par cette diminution. A elles trois, elles totalisent une perte nette en 2006 de 19 600 salariés, soit 67,4% de la diminution totale du sous-secteur.

^{vi} Les service des postes ne sont pas inclus dans le champ. En revanche, une partie de France Télécom est dans le champ de l'Assurance chômage depuis 2005, d'où la très forte hausse de 2005 (+22,8%).

^{vii} L'accord « multifibre » en vigueur depuis 1974, qui protégeait l'industrie textile des importations par des quotas est caduc depuis le 1er janvier 2005.

Le sous-secteur des **industries des biens de consommation** (16,3% des effectifs totaux de l'industrie), diminue de façon équivalente : l'« habillement, cuir » continue de perdre des emplois^{viii} (-4,5% en 2006, soit -3 800 postes), tout comme les industries des équipements du foyer (-4,7% soit -7 900 postes) ainsi que l'édition, imprimerie, reproduction (-2,1%, soit -3 700 postes). En revanche, le sous-secteur de la « pharmacie, parfumerie et entretien » augmente de 1,6%, soit +2 300 postes. Il a bénéficié, en autres, de la forte progression des investissements étrangers en 2006.

Quant à l'**industrie automobile**, elle affiche une baisse d'emplois sensible (-3,3% par rapport au 31 décembre 2005, soit -9 200 postes), confirmant ainsi la forte diminution de 2005 qui était de 3,4%. Enfin, les **industries agricoles et alimentaires** connaissent une baisse d'emplois de 0,8% par rapport au 31 décembre 2005 (soit -4 200 postes) mais de moindre ampleur qu'en 2005 (-1,5% par rapport au 31 décembre 2004).

En revanche, le sous-secteur des **industries de biens d'équipement** voit son emploi augmenter légèrement de 0,6%, soit 4 100 salariés supplémentaires. Des disparités sont visibles parmi les activités qui le composent : les industries des équipements électriques et électroniques créent des emplois en assez grand nombre (+1,1% en 2006, soit +2 300 postes), comme la construction navale, aéronautique et ferroviaire (+0,9%, soit +1 200 postes), tandis que les industries des équipements mécaniques connaissent une hausse d'emplois plus modérée (+0,9% en 2006, soit +700 postes). Ce dynamisme retrouvé est d'abord redevable à la forte progression des investissements dans ce secteur en 2006 (+12% sur un an)^{ix}. Le secteur de l'**énergie** voit également son emploi augmenter de 1,9%, soit 1 500 salariés supplémentaires.

- **Le nombre d'intérimaires** a progressé de **5,1%** en 2006, soit 31 500 salariés supplémentaires, contre +17 000 l'année précédente. Ainsi, comme en 2005, un peu plus d'un emploi sur dix a été créé dans l'intérim.

Rappelons que les intérimaires sont comptabilisés dans les services opérationnels du tertiaire et non dans les secteurs d'activité utilisateurs, c'est-à-dire les secteurs où ils exercent leurs missions. Fin 2006, 45,4% des intérimaires travaillaient dans l'industrie, 19,5% dans la construction et 34,5% dans le tertiaire. Si l'on réaffecte ces salariés dans les secteurs où ils exercent leurs missions, cela modifie le constat : la croissance de l'emploi serait moins importante dans le secteur tertiaire ainsi que dans celui de la construction. Inversement, l'industrie perdrait moins d'emplois.

En effet, en affectant les intérimaires par grands secteurs utilisateurs, on peut constater, au 31 décembre 2006, une évolution annuelle de -0,7% dans l'industrie avec -26 900 salariés (contre -1,4% hors intérim), de +3,9% dans la construction, soit +56 900 postes (contre +4,5% hors intérim) et de +1,9% dans le tertiaire avec +209 200 salariés (contre +2,0% y compris tout l'emploi intérimaire).

viii Comme l'industrie textile, ce secteur n'est plus protégé des importations depuis le 1er janvier 2005, date de l'abolition des quotas.

ix Investissement dans l'industrie - enquête trimestrielle INSEE (avril 2007)

**Tableau 7 : Évolution des effectifs salariés par secteur d'activité en %
(NES 36, NES 16 et NES 4) en 2006.**

NES 4	NES 16	NES 36	INTITULES	% 05/04	% 06/05
ES	EA	A0	Agriculture, sylviculture et pêche	-0,5%	0,2%
ET			INDUSTRIE	-2,5%	-1,4%
	EB	B0	Industries agricoles et alimentaires	-1,5%	-0,8%
	EC		Industries des biens de consommation	-4,8%	-2,3%
		C1	Habillement, cuir	-9,8%	-4,5%
		C2	Edition, imprimerie, reproduction	-3,5%	-2,1%
		C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	-3,0%	1,6%
		C4	Industries des équipements du foyer	-5,2%	-4,7%
	ED	D0	Industrie automobile	-3,4%	-3,3%
	EE		Industries de biens d'équipement	-0,7%	0,6%
		E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	4,7%	0,9%
		E2	Industries des équipements mécaniques	-0,7%	0,2%
		E3	Industries des équipements électriques et électroniques	-4,0%	1,1%
	EF		Industries des biens intermédiaires	-3,0%	-2,2%
		F1	Production de produits minéraux	-2,1%	-1,7%
		F2	Industrie textile	-8,8%	-7,5%
		F3	Industrie du bois et du papier	-2,8%	-2,9%
		F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	-2,8%	-2,8%
		F5	Métallurgie et transformation des métaux	-2,5%	-1,2%
		F6	Industries des composants électriques et électroniques	-2,4%	-1,1%
	EG		Energie	1,6%	1,9%
		G1	Production de combustibles et de carburants	-3,1%	-1,5%
		G2	Eau, gaz, électricité	3,9%	3,4%
EU	EH	H0	CONSTRUCTION	3,6%	4,5%
EV			TERTIAIRE	1,5%	2,0%
	EJ		Commerce	0,6%	0,7%
		J1	Commerce et réparation automobile	-0,5%	-0,3%
		J2	Commerce de gros	1,0%	0,0%
		J3	Commerce de détail, réparations	0,6%	1,4%
	EK	K0	Transports	0,6%	1,1%
	EL	L0	Activités financières	0,4%	0,9%
	EM	M0	Activités immobilières	1,3%	0,2%
	EN		Services aux entreprises	3,3%	3,6%
		N1	Postes et télécommunications	22,8%	-0,4%
		N2	Conseil et assistance	2,6%	3,7%
		N3	Services opérationnels	3,0%	3,8%
		N4	Recherche et développement	5,4%	3,3%
	EP		Services aux particuliers	1,3%	2,6%
		P1	Hôtels et restaurants	1,8%	2,4%
		P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	-0,3%	3,3%
		P3	Services personnels et domestiques	1,7%	2,2%
	EQ		Education, santé, action sociale	1,6%	2,9%
		Q1	Education	0,6%	2,8%
		Q2	Santé, action sociale	1,8%	2,9%
	ER		Administration	-0,1%	0,3%
		R1	Administration publique	-0,5%	-2,7%
		R2	Activités associatives et extra-territoriales	0,2%	2,6%
EZ	EZ	Z0	Activité inconnue	N.S.	N.S.
TOTAL				0,8%	1,5%

Tableau 8 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NES 36, NES 16 et NES 4) en 2006

NES 4	NES 16	NES 36	INTITULES	Etab. 2006	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	VAR. ABS. ETABL.	VAR. ABS. HOMMES	VAR. ABS. FEMMES	VAR. ABS. TOTALES	Evol. total 05/04
ES	EA	A0	Agriculture, sylviculture et pêche	1 923	7 096	3 156	10 252	-27	125	-100	25	0,2%
ET			INDUSTRIE	154 372	2 416 453	1 011 138	3 427 591	-1 719	-38 944	-10 911	-49 855	-1,4%
	EB	B0	Industries agricoles et alimentaires	45 354	293 024	216 604	509 628	-442	-3 970	-235	-4 205	-0,8%
	EC		Industries des biens de consommation	30 619	287 469	271 852	559 321	-558	-8 227	-4 847	-13 074	-2,3%
		C1	Habillement, cuir	4 868	22 594	58 464	81 058	-109	-654	-3 124	-3 778	-4,5%
		C2	Edition, imprimerie, reproduction	13 593	99 521	76 252	175 773	-203	-3 097	-590	-3 687	-2,1%
		C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	1 527	64 575	80 189	144 764	-46	502	1 749	2 251	1,6%
		C4	Industries des équipements du foyer	10 631	100 779	56 947	157 726	-200	-4 978	-2 882	-7 860	-4,7%
	ED	D0	Industrie automobile	1 901	218 947	46 568	265 515	-44	-8 028	-1 160	-9 188	-3,3%
	EE		Industries de biens d'équipement	29 768	594 354	147 853	742 207	-117	2 037	2 092	4 129	0,6%
		E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 703	110 029	22 535	132 564	22	286	911	1 197	0,9%
		E2	Industries des équipements mécaniques	18 803	340 048	62 720	402 768	-63	-180	835	655	0,2%
		E3	Industries des équipements électriques et électroniques	9 262	144 277	62 598	206 875	-76	1 931	346	2 277	1,1%
	EF		Industries des biens intermédiaires	44 861	955 902	313 522	1 269 424	-590	-21 718	-7 313	-29 031	-2,2%
		F1	Production de produits minéraux	8 792	124 645	27 907	152 552	-53	-2 269	-327	-2 596	-1,7%
		F2	Industrie textile	3 076	38 664	36 357	75 021	-158	-3 224	-2 889	-6 113	-7,5%
		F3	Industrie du bois et du papier	6 047	114 226	31 411	145 637	-79	-3 370	-1 019	-4 389	-2,9%
		F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	6 483	233 579	84 799	318 378	-113	-7 304	-1 771	-9 075	-2,8%
		F5	Métallurgie et transformation des métaux	17 284	333 993	69 777	403 770	-134	-4 197	-683	-4 880	-1,2%
		F6	Industries des composants électriques et électroniques	3 179	110 795	63 271	174 066	-53	-1 354	-624	-1 978	-1,1%
	EG		Energie	1 869	66 757	14 739	81 496	32	962	552	1 514	1,9%
		G1	Production de combustibles et de carburants	183	20 710	3 894	24 604	-2	-380	15	-365	-1,5%
		G2	Eau, gaz, électricité	1 686	46 047	10 845	56 892	34	1 342	537	1 879	3,4%
EU	EH	H0	CONSTRUCTION	189 473	1 258 068	137 028	1 395 096	6 298	51 974	8 120	60 094	4,5%
EV			TERTIAIRE (y compris les activ. extra-territoriales)	1 219 351	5 501 031	5 898 515	11 399 546	12 513	86 816	142 161	228 977	2,0%
	EJ		Commerce	364 177	1 551 073	1 458 164	3 009 237	1 711	1 338	19 466	20 804	0,7%
		J1	Commerce et réparation automobile	55 386	328 529	85 136	413 665	-226	-1 912	808	-1 104	-0,3%
		J2	Commerce de gros	88 504	633 464	331 177	964 641	-310	-1 332	952	-380	0,0%
		J3	Commerce de détail, réparations	220 287	589 080	1 041 851	1 630 931	2 247	4 582	17 706	22 288	1,4%
	EK	K0	Transports	47 011	622 107	188 435	810 542	401	6 698	2 068	8 766	1,1%
	EL	L0	Activités financières	47 683	245 614	344 104	589 718	1 505	-104	5 332	5 228	0,9%
	EM	M0	Activités immobilières	133 418	136 379	218 479	354 858	-1 584	-845	1 558	713	0,2%
	EN		Services aux entreprises	207 144	1 798 726	1 411 979	3 210 705	3 946	60 569	52 054	112 623	3,6%
		N1	Postes et télécommunications	3 630	48 187	32 382	80 569	143	701	-987	-286	-0,4%
		N2	Conseil et assistance	135 500	769 543	619 903	1 389 446	3 427	27 461	21 659	49 120	3,7%
		N3	Services opérationnels	66 085	953 155	734 850	1 688 005	376	31 959	30 154	62 113	3,8%
		N4	Recherche et développement	1 929	27 841	24 844	52 685	0	448	1 228	1 676	3,3%
	EP		Services aux particuliers	240 231	629 032	699 371	1 328 403	4 300	11 113	22 539	33 652	2,6%
		P1	Hôtels et restaurants	138 220	440 367	422 452	862 819	2 239	6 661	13 927	20 588	2,4%
		P2	Activités récréatives, culturelles et sportives	46 913	150 267	129 660	279 927	1 133	4 180	4 839	9 019	3,3%
		P3	Services personnels et domestiques	55 098	38 398	147 259	185 657	928	272	3 773	4 045	2,2%
	EQ		Education, santé, action sociale	132 061	383 461	1 238 732	1 622 193	1 116	7 575	38 072	45 647	2,9%
		Q1	Education	26 238	106 216	174 118	280 334	598	2 306	5 433	7 739	2,8%
		Q2	Santé, action sociale	105 823	277 245	1 064 614	1 341 859	518	5 269	32 639	37 908	2,9%
	ER		Administration	47 626	134 639	339 251	473 890	1 118	472	1 072	1 544	0,3%
		R1	Administration publique	3 352	49 157	151 291	200 448	50	-1 531	-3 941	-5 472	-2,7%
		R2	Activités associatives et extra-territoriales	44 274	85 482	187 960	273 442	1 068	2 003	5 013	7 016	2,6%
EZ	EZ	Z0	Activité inconnue	102	285	162	447	70	216	126	342	N.S.
TOTAL				1 565 221	9 182 933	7 049 999	16 232 932	17 135	100 187	139 396	239 583	1,5%

Tableau 9 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NES 114) en 2006

NES	INTITULES	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	ABS.	ABS.	ABS.	ABS.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
		2006	2006	2006	2006	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	06/05	06/05	06/05	
A01	Agriculture, chasse, services annexes	668	3222	2209	5431	-25	15	-58	-43	0,5%	-2,6%	-0,8%	↘
A02	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	225	688	274	962	0	5	-34	-29	0,7%	-11,0%	-2,9%	↘
A03	Pêche, aquaculture	1 030	3 186	673	3 859	-2	105	-8	97	3,4%	-1,2%	2,6%	↗
B01	Industrie des viandes	6 138	74 469	51 981	126 450	-278	-2 226	-1 262	-3 488	-2,9%	-2,4%	-2,7%	↘
B02	Industrie du lait	755	27 625	14 591	42 216	4	-118	84	-34	-0,4%	0,6%	-0,1%	↘
B03	Industrie des boissons	792	23 625	9 158	32 783	-19	-775	-236	-1 011	-3,2%	-2,5%	-3,0%	↘
B04	Travail du grain ; fabrication d'aliments pour animaux	916	22 135	6 151	28 286	-3	-188	52	-136	-0,8%	0,9%	-0,5%	↘
B05	Industries alimentaires diverses	36 734	143 014	133 848	276 862	-146	-512	1 194	682	-0,4%	0,9%	0,2%	↗
B06	Industrie du tabac	19	2 156	875	3 031	0	-151	-67	-218	-6,5%	-7,1%	-6,7%	↘
C11	Industrie de l'habillement et des fourrures	3 823	13 101	39 185	52 286	-82	-140	-2 464	-2 604	-1,1%	-5,9%	-4,7%	↘
C12	Industrie du cuir et de la chaussure	1 045	9 493	19 279	28 772	-27	-514	-660	-1 174	-5,1%	-3,3%	-3,9%	↘
C20	Edition, imprimerie, reproduction	13 593	99 521	76 252	175 773	-203	-3 097	-590	-3 687	-3,0%	-0,8%	-2,1%	↘
C31	Industries pharmaceutiques	669	43 913	51 977	95 890	-21	849	1 861	2 710	2,0%	3,7%	2,9%	↗
C32	Fabrication de savons, de parfums et de produits d'entretien	858	20 662	28 212	48 874	-25	-347	-112	-459	-1,7%	-0,4%	-0,9%	↘
C41	Fabrication de meubles	6 430	60 529	21 038	81 567	-96	-2 813	-1 335	-4 148	-4,4%	-6,0%	-4,8%	↘
C42	Fabrication de bijoux et d'instruments de musique	1 374	5 942	5 717	11 659	-65	-290	-318	-608	-4,7%	-5,3%	-5,0%	↘
C43	Fabrication d'articles de sport, de jeux et produits des autres industries diverses	1 605	13 516	12 837	26 353	-28	-669	-648	-1 317	-4,7%	-4,8%	-4,8%	↘
C44	Fabrication d'appareils domestiques	174	9 183	5 886	15 069	-2	-122	-181	-303	-1,3%	-3,0%	-2,0%	↘
C45	Fabrication d'appareils de réception, enregistrement ou reproduction du son et de l'image	207	3 783	3 152	6 935	-4	-780	-218	-998	-17,1%	-6,5%	-12,6%	↘
C46	Fabrication de matériel optique, photographique et d'horlogerie	841	7 826	8 317	16 143	-5	-304	-182	-486	-3,7%	-2,1%	-2,9%	↘
D01	Construction automobile	1 325	152 401	25 582	177 983	-23	-5 279	-150	-5 429	-3,3%	-0,6%	-3,0%	↘
D02	Fabrication d'équipements automobiles	576	66 546	20 986	87 532	-21	-2 749	-1 010	-3 759	-4,0%	-4,6%	-4,1%	↘
E11	Construction navale	1 166	20 752	5 603	26 355	30	200	170	370	1,0%	3,1%	1,4%	↗
E12	Construction de matériel ferroviaire roulant	71	9 706	1 492	11 198	0	-333	56	-277	-3,3%	3,9%	-2,4%	↘
E13	Construction aéronautique et spatiale	332	75 384	13 798	89 182	-4	533	740	1 273	0,7%	5,7%	1,4%	↗
E14	Fabrication de cycles et motocycles, matériel de transport n.c.a.	134	4 187	1 642	5 829	-4	-114	-55	-169	-2,7%	-3,2%	-2,8%	↘
E21	Fabrication d'éléments en métal pour la construction	3 186	48 071	7 691	55 762	59	1 662	454	2 116	3,6%	6,3%	3,9%	↗
E22	Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières	4 457	71 843	8 959	80 802	-33	-217	189	-28	-0,3%	2,2%	0,0%	↘
E23	Fabrication d'équipements mécaniques	1 339	47 404	13 452	60 856	-2	-679	235	-444	-1,4%	1,8%	-0,7%	↘
E24	Fabrication de machines d'usage général	4 801	85 312	17 162	102 474	17	1 353	202	1 555	1,6%	1,2%	1,5%	↗
E25	Fabrication de machines agricoles	2 020	20 991	3 433	24 424	-30	-381	4	-377	-1,8%	0,1%	-1,5%	↘
E26	Fabrication de machines outils	586	10 986	2 059	13 045	-30	-243	35	-208	-2,2%	1,7%	-1,6%	↘
E27	Fabrication d'autres machines d'usage spécifique	2 321	48 752	8 086	56 838	-52	-1 340	-145	-1 485	-2,7%	-1,8%	-2,5%	↘
E28	Fabrication d'armes et de munitions	93	6 689	1 878	8 567	8	-335	-139	-474	-4,8%	-6,9%	-5,2%	↘
E31	Fabrication de machines de bureau et de matériels informatiques	356	15 198	6 326	21 524	-6	-835	-323	-1 158	-5,2%	-4,9%	-5,1%	↘
E32	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	914	20 583	6 928	27 511	6	39	-414	-375	0,2%	-5,6%	-1,3%	↘
E33	Fabrication d'appareils d'émission et de transmission	965	28 757	10 982	39 739	-32	-493	-71	-564	-1,7%	-0,6%	-1,4%	↘
E34	Fabrication de matériel médicochirurgical et d'orthopédie	4 630	23 149	18 884	42 033	-9	-123	306	183	-0,5%	1,6%	0,4%	↗
E35	Fabrication de matériel de mesure et de contrôle	2 397	56 590	19 478	76 068	-35	3 343	848	4 191	6,3%	4,6%	5,8%	↗
F11	Extraction de minerais métalliques	10	82	18	100	-2	-2	-1	-3	-2,4%	-5,3%	-2,9%	↘
F12	Autres industries extractives	2 261	21 898	3 417	25 315	-45	-227	49	-178	-1,0%	1,5%	-0,7%	↘
F13	Fabrication de verre et d'articles en verre	810	34 184	9 427	43 611	1	-1 348	-48	-1 396	-3,8%	-0,5%	-3,1%	↘
F14	Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction	5 711	68 481	15 045	83 526	-7	-692	-327	-1 019	-1,0%	-2,1%	-1,2%	↘

Tableau 9 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NES 114) en 2006 - suite -

NES	INTITULES	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	ABS.	ABS.	ABS.	ABS.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
		2006	2006	2006	2006	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	06/05	06/05	06/05	
F21	Filature et tissage	946	15 300	11 546	26 846	-65	-1 870	-901	-2 771	-10,9%	-7,2%	-9,4%	↓
F22	Fabrication de produits textiles	1 757	19 258	18 423	37 681	-55	-853	-1 252	-2 105	-4,2%	-6,4%	-5,3%	↓
F23	Fabrication d'étoffes et d'articles à maille	373	4 106	6 388	10 494	-38	-501	-736	-1 237	-10,9%	-10,3%	-10,5%	↓
F31	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	4 552	57 432	12 738	70 170	-31	-300	58	-242	-0,5%	0,5%	-0,3%	↓
F32	Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton	219	19 969	3 437	23 406	-8	-1 372	-239	-1 611	-6,4%	-6,5%	-6,4%	↓
F33	Fabrication d'articles en papier et en carton	1 276	36 825	15 236	52 061	-40	-1 698	-838	-2 536	-4,4%	-5,2%	-4,6%	↓
F41	Industrie chimique minérale	405	15 995	3 715	19 710	-18	-908	-121	-1 029	-5,4%	-3,2%	-5,0%	↓
F42	Industrie chimique organique	410	28 229	5 715	33 944	-7	-1 396	158	-1 238	-4,7%	2,8%	-3,5%	↓
F43	Parachimie	1 070	33 959	15 519	49 478	-14	-1 501	-348	-1 849	-4,2%	-2,2%	-3,6%	↓
F44	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	16	1 342	168	1 510	1	-12	-7	-19	-0,9%	-4,0%	-1,2%	↓
F45	Industrie du caoutchouc	530	49 922	12 006	61 928	-6	-484	-321	-805	-1,0%	-2,6%	-1,3%	↓
F46	Transformation des matières plastiques	4 052	104 132	47 676	151 808	-69	-3 003	-1 132	-4 135	-2,8%	-2,3%	-2,7%	↓
F51	Sidérurgie et première transformation de l'acier	393	47 305	5 297	52 602	-5	-993	43	-950	-2,1%	0,8%	-1,8%	↓
F52	Production de métaux non ferreux	237	16 112	2 482	18 594	0	-454	-23	-477	-2,7%	-0,9%	-2,5%	↓
F53	Fonderie	418	28 734	4 498	33 232	-16	-722	-97	-819	-2,5%	-2,1%	-2,4%	↓
F54	Services industriels du travail des métaux	10 542	151 787	30 721	182 508	-101	-1 677	-261	-1 938	-1,1%	-0,8%	-1,1%	↓
F55	Fabrication de produits métalliques	3 100	66 604	20 519	87 123	-23	-1 040	-743	-1 783	-1,5%	-3,5%	-2,0%	↓
F56	Récupération	2 594	23 451	6 260	29 711	11	689	398	1 087	3,0%	6,8%	3,8%	↑
F61	Fabrication de matériel électrique	2 343	76 012	38 924	114 936	-36	-1 319	-685	-2 004	-1,7%	-1,7%	-1,7%	↓
F62	Fabrication de composants électroniques	836	34 783	24 347	59 130	-17	-35	61	26	-0,1%	0,3%	0,0%	↑
G11	Extraction de houille, de lignite et de tourbe	31	262	73	335	-1	-18	2	-16	-6,4%	2,8%	-4,6%	↓
G12	Extraction d'hydrocarbures, services annexes	26	1 131	224	1 355	3	-44	10	-34	-3,7%	4,7%	-2,4%	↓
G13	Extraction de minerais d'uranium	2	31	5	36	0	-2	-1	-3	-6,1%	-16,7%	-7,7%	↓
G14	Cokéfaction et industrie nucléaire	35	9 793	1 502	11 295	0	-172	15	-157	-1,7%	1,0%	-1,4%	↓
G15	Raffinage de pétrole	89	9 493	2 090	11 583	-4	-144	-11	-155	-1,5%	-0,5%	-1,3%	↓
G21	Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	779	20 204	3 376	23 580	14	951	313	1 264	4,9%	10,2%	5,7%	↑
G22	Captage, traitement et distribution d'eau	907	25 843	7 469	33 312	20	391	224	615	1,5%	3,1%	1,9%	↑
H01	Bâtiment	175 827	1 024 160	115 334	1 139 494	5 740	42 201	6 928	49 129	4,3%	6,4%	4,5%	↑
H02	Travaux publics	13 646	233 908	21 694	255 602	558	9 773	1 192	10 965	4,4%	5,8%	4,5%	↑
J10	Commerce et réparation automobile	55 386	328 529	85 136	413 665	-226	-1 912	808	-1 104	-0,6%	1,0%	-0,3%	↓
J20	Commerce de gros, intermédiaires	88 504	633 464	331 177	964 641	-310	-1 332	952	-380	-0,2%	0,3%	0,0%	↓
J31	Grandes surfaces à prédominance alimentaire	10 850	184 675	368 994	553 669	249	791	3 310	4 101	0,4%	0,9%	0,7%	↑
J32	Magasins d'alimentation, spécialisés ou non	37 944	66 145	69 954	136 099	208	612	2 547	3 159	0,9%	3,8%	2,4%	↑
J33	Autres commerces de détail, en magasin ou non, réparations	171 493	338 260	602 903	941 163	1 790	3 179	11 849	15 028	0,9%	2,0%	1,6%	↑
K01	Transports ferroviaires	20	375	34	409	3	128	-2	126	51,8%	-5,6%	44,5%	↑
K02	Transport routier de voyageurs	7 169	112 007	34 749	146 756	283	-416	1 317	901	-0,4%	3,9%	0,6%	↑
K03	Transport routier (ou par conduites) de marchandises	22 409	307 119	37 443	344 562	8	7 245	401	7 646	2,4%	1,1%	2,3%	↑
K04	Transports par eau	495	12 075	4 049	16 124	18	146	60	206	1,2%	1,5%	1,3%	↑
K05	Transports aériens	421	8 936	5 777	14 713	21	75	-122	-47	0,8%	-2,1%	-0,3%	↓
K06	Transport spatial	1	139	82	221	0	4	3	7	3,0%	3,8%	3,3%	↑
K07	Manutention, entreposage, gestion d'infrastructures	4 452	91 061	36 323	127 384	71	891	-8	883	1,0%	0,0%	0,7%	↑
K08	Agences de voyage	7 440	10 883	37 923	48 806	49	55	693	748	0,5%	1,9%	1,6%	↑
K09	Organisation du transport de fret	4 604	79 512	32 055	111 567	-52	-1 430	-274	-1 704	-1,8%	-0,8%	-1,5%	↓

Tableau 9 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NES 114) en 2006- suite et fin -

NES 114	INTITULES	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	ABS.	ABS.	ABS.	ABS.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	
		2006	2006	2006	2006	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	06/05	06/05	06/05	
L01	Intermédiation financière	22 936	156 377	187 692	344 069	889	553	3 165	3 718	0,4%	1,7%	1,1%	↗
L02	Assurance	6 684	54 994	95 551	150 545	193	-1 504	321	-1 183	-2,7%	0,3%	-0,8%	↘
L03	Auxiliaires financiers et d'assurance	18 063	34 243	60 861	95 104	423	847	1 846	2 693	2,5%	3,1%	2,9%	↗
M01	Promotion, gestion immobilière	118 518	101 349	176 860	278 209	-1 133	515	1 798	2 313	0,5%	1,0%	0,8%	↗
M02	Location immobilière	14 900	35 030	41 619	76 649	-451	-1 360	-240	-1 600	-3,7%	-0,6%	-2,0%	↘
N11	Activités de poste et de courrier	618	4 753	1 000	5 753	4	-31	-4	-35	-0,6%	-0,4%	-0,6%	↘
N12	Télécommunications	3 012	43 434	31 382	74 816	139	732	-983	-251	1,7%	-3,0%	-0,3%	↘
N21	Activités informatiques	18 959	239 916	92 481	332 397	492	10 836	3 286	14 122	4,7%	3,7%	4,4%	↗
N22	Services professionnels	52 681	131 984	245 415	377 399	1 206	5 221	10 460	15 681	4,1%	4,5%	4,3%	↗
N23	Administration d'entreprises	17 679	115 130	105 510	220 640	638	1 992	2 274	4 266	1,8%	2,2%	2,0%	↗
N24	Publicité et études de marché	10 719	69 724	80 343	150 067	7	-1 094	-239	-1 333	-1,5%	-0,3%	-0,9%	↘
N25	Architecture, ingénierie, contrôle	35 462	212 789	96 154	308 943	1 084	10 506	5 878	16 384	5,2%	6,5%	5,6%	↗
N31	Location sans opérateur	8 291	51 740	27 070	78 810	-7	1 038	851	1 889	2,0%	3,2%	2,5%	↗
N32	Sélection et fourniture de personnel	9 841	477 720	246 497	724 217	454	22 874	12 089	34 963	5,0%	5,2%	5,1%	↗
N33	Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises	45 466	367 436	451 806	819 242	-126	7 058	16 783	23 841	2,0%	3,9%	3,0%	↗
N34	Assainissement, voirie, gestion des déchets	2 487	56 259	9 477	65 736	55	989	431	1 420	1,8%	4,8%	2,2%	↗
N40	Recherche et développement	1 929	27 841	24 844	52 685	0	448	1 228	1 676	1,6%	5,2%	3,3%	↗
P10	Hôtels et restaurants	138 220	440 367	422 452	862 819	2 239	6 661	13 927	20 588	1,5%	3,4%	2,4%	↗
P21	Activités audiovisuelles	5 192	32 859	26 079	58 938	117	146	619	765	0,4%	2,4%	1,3%	↗
P22	Autres activités récréatives, culturelles et sportives	41 721	117 408	103 581	220 989	1 016	4 034	4 220	8 254	3,6%	4,2%	3,9%	↗
P31	Services personnels	54 662	37 760	146 876	184 636	949	293	3 750	4 043	0,8%	2,6%	2,2%	↗
P32	Services domestiques	436	638	383	1 021	-21	-21	23	2	-3,2%	6,4%	0,2%	↗
P33	Autres services personnels et domestiques	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0%	0,0%	0,0%	↗
Q10	Education	26 238	106 216	174 118	280 334	598	2 306	5 433	7 739	2,2%	3,2%	2,8%	↗
Q21	Activités relatives à la santé	74 819	106 147	435 858	542 005	-295	1 762	4 215	5 977	1,7%	1,0%	1,1%	↗
Q22	Action sociale	31 004	171 098	628 756	799 854	813	3 507	28 424	31 931	2,1%	4,7%	4,2%	↗
R10	Administration publique	3 352	49 157	151 291	200 448	50	-1 531	-3 941	-5 472	-3,0%	-2,5%	-2,7%	↘
R21	Activités associatives	44 200	85 218	187 652	272 870	1 067	2 026	5 020	7 046	2,4%	2,7%	2,7%	↗
R22	Activités extra-territoriales	74	264	308	572	1	-23	-7	-30	-8,0%	-2,2%	-5,0%	↘
Z00	Activité inconnue	102	285	162	447	70	216	126	342	N.S.	N.S.	N.S.	
TOTAL		1 565 221	9 182 933	7 049 999	16 232 932	17 135	100 187	139 396	239 583	1,1%	2,0%	1,5%	↗

5. UN GRAND ARC ATLANTIQUE-MÉDITERRANÉE AU-DESSUS DE LA MOYENNE NATIONALE

La totalité des régions et près des neuf dixièmes des départements sont créateurs d'emplois en 2006. En tête des régions figurent l'**Aquitaine** (+2,5%, soit +17 400 emplois), **Midi-Pyrénées** (+2,5%, soit +15 900), **Languedoc-Roussillon** (+2,5%, soit +12 500 emplois), **Bretagne** (+2,1%, soit +14 900) ainsi que **Poitou-Charentes** (+2,0%, soit +7 400).

A l'opposé, les quatre régions qui créent le moins d'emplois sont : Franche-Comté (+0,1%, soit +400 emplois), Lorraine (+0,3%, soit +1 400 emplois), Picardie (+0,4%, soit +1 600 emplois) et Alsace et Bourgogne (+0,6% chacune, soit respectivement +3 000 et +2 300 emplois).

L'Ile-de-France, principale région en termes d'emplois, avec près d'un quart des salariés du secteur privé, enregistre une hausse (+1,8%) qui la situe 0,3 point au-dessus de l'évolution globale de l'emploi salarié en France. Celle-ci est la résultante d'une forte hausse dans le tertiaire (+2,1%) et la construction (+4,5%) et d'une baisse modérée dans l'industrie (-1,0%).

Certaines régions voient leur emploi dans le tertiaire fortement progresser, en particulier Aquitaine (+2,9%), Midi-Pyrénées et Poitou-Charentes (+2,8% chacune), Languedoc-Roussillon (+2,7%) et Bretagne, Pays de la Loire et Nord-Pas-de-Calais (+2,6% chacune).

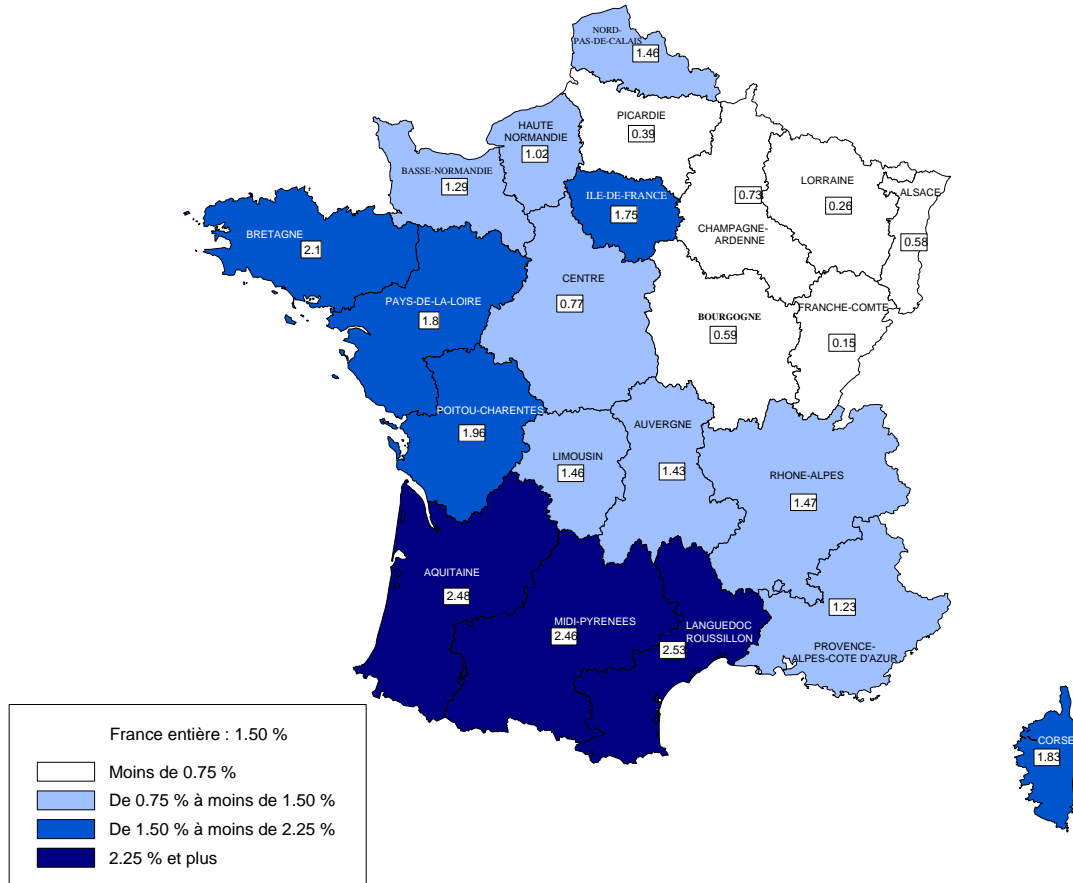
Aucune région n'enregistre d'évolution négative de l'emploi tertiaire. Quant aux régions les moins dynamiques dans ce secteur, il s'agit de la Corse (+1,0%), de la Lorraine (+1,1%), Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,2%) et de la Bourgogne, du Centre et de la Franche-Comté (+1,3% chacune).

En ce qui concerne l'emploi industriel, en revanche, aucune région ne présente d'évolution positive. Les régions les moins touchées par la baisse sont la Corse (-0,1%), Midi-Pyrénées (-0,2%), Aquitaine (-0,5%) et Auvergne et Languedoc-Roussillon (-0,6% chacune). A l'opposé, celles qui enregistrent les baisses les plus importantes dans ce secteur sont la Picardie avec -4,1%, suivies de la Lorraine et de la Champagne-Ardenne (-2,7%), du Nord-Pas-de-Calais (-2,6%) et de la Franche-Comté^x (-3,9%).

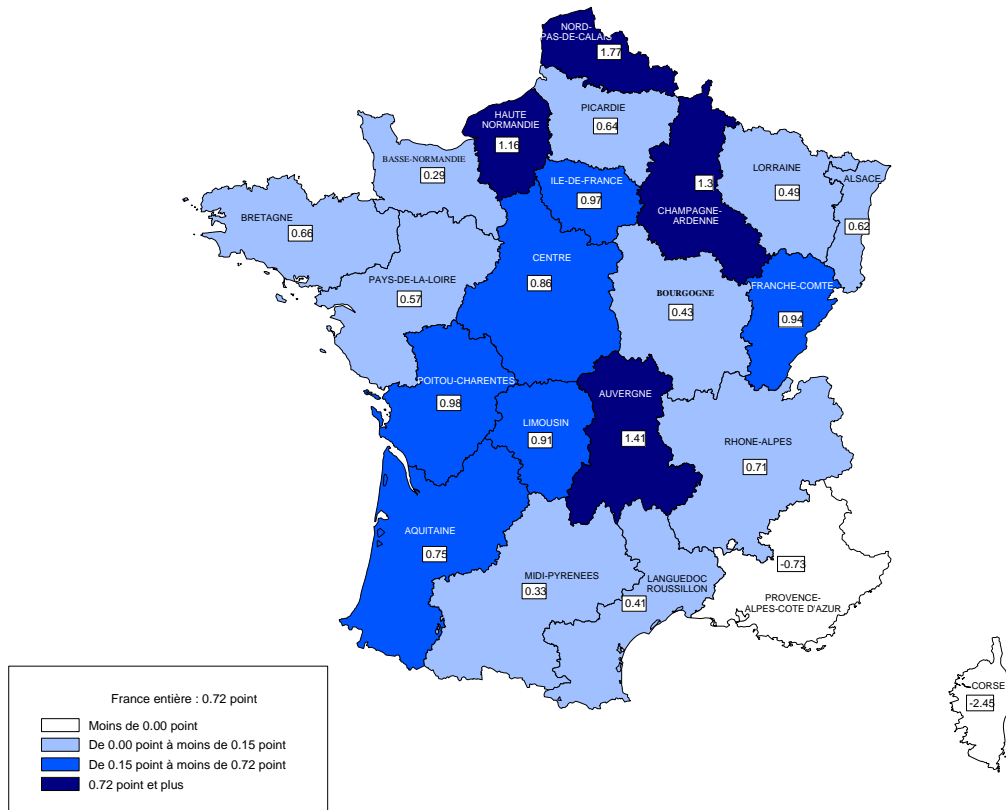
La construction enregistre des hausses d'emplois dans toutes les régions de la métropole. Elle est particulièrement créatrice d'emplois en Corse (+6,5%), en Bretagne (+5,9%) et en Aquitaine et Languedoc-Roussillon (+5,6%). A l'opposé, les régions les moins dynamiques sont la Bourgogne et la Champagne-Ardenne (+3,3% chacune) et le Centre et la Lorraine (+3,4%).

^x Elle n'en demeure pas moins la région la plus industrialisée en termes d'emplois, l'industrie représentant 35,2% de l'emploi total.

Carte 1 - Evolution du nombre de salariés selon la région - 2006/2005



Carte 2 - Différence des taux de croissance : 2006/2005 moins 2005/2004 selon la région (en point)



La reprise du rythme des créations nettes d'emplois au niveau métropole, (+0,8% en 2005, +1,5% en 2006), se répercute dans toute les régions à l'exception de Provence-Alpes-Côte d'Azur (+1,2% en 2006 contre +2,0% en 2005) et la Corse (+1,8% en 2006 contre +4,3% en 2005).

Les régions qui présentent les plus importantes améliorations sont le Nord-Pas-de-Calais (+1,5% en 2006 après -0,3% en 2005), l'Auvergne (+1,4% en 2006 après 0,0% en 2005) suivie de Champagne-Ardenne (+0,7% en 2006 contre -0,6% en 2005) et de la Haute-Normandie (+1,0% en 2006 contre -0,1% en 2005). A l'inverse, les accélérations les plus faibles que l'on observe en 2006 se situent en Midi-Pyrénées (+2,5% en 2006 contre +2,1% en 2005), Basse-Normandie (+1,3% en 2006 contre +1,0% en 2005), Bourgogne (+0,6% en 2006 contre +0,2% en 2005) et Languedoc-Roussillon (+2,5% en 2006 contre +2,1 % en 2005).

Quinze départements présentent une croissance de l'emploi supérieure à 2,0%. Les principaux sont la Haute-Garonne (+3,8%, soit +12 900 salariés), la Seine-et-Marne (+3,6%, soit +11 000 salariés), l'Hérault (+3,1%, soit +6 600 salariés), la Seine-Saint-Denis (+3,1%, soit +12 900 emplois), la Charente-Maritime (+3,1%, soit +3 600 salariés), l'Aude (+3,0%, soit +1 700 salariés), la Gironde (+2,9%, soit +9 200 salariés) et l'Essonne (+2,8%, soit +8 100 salariés).

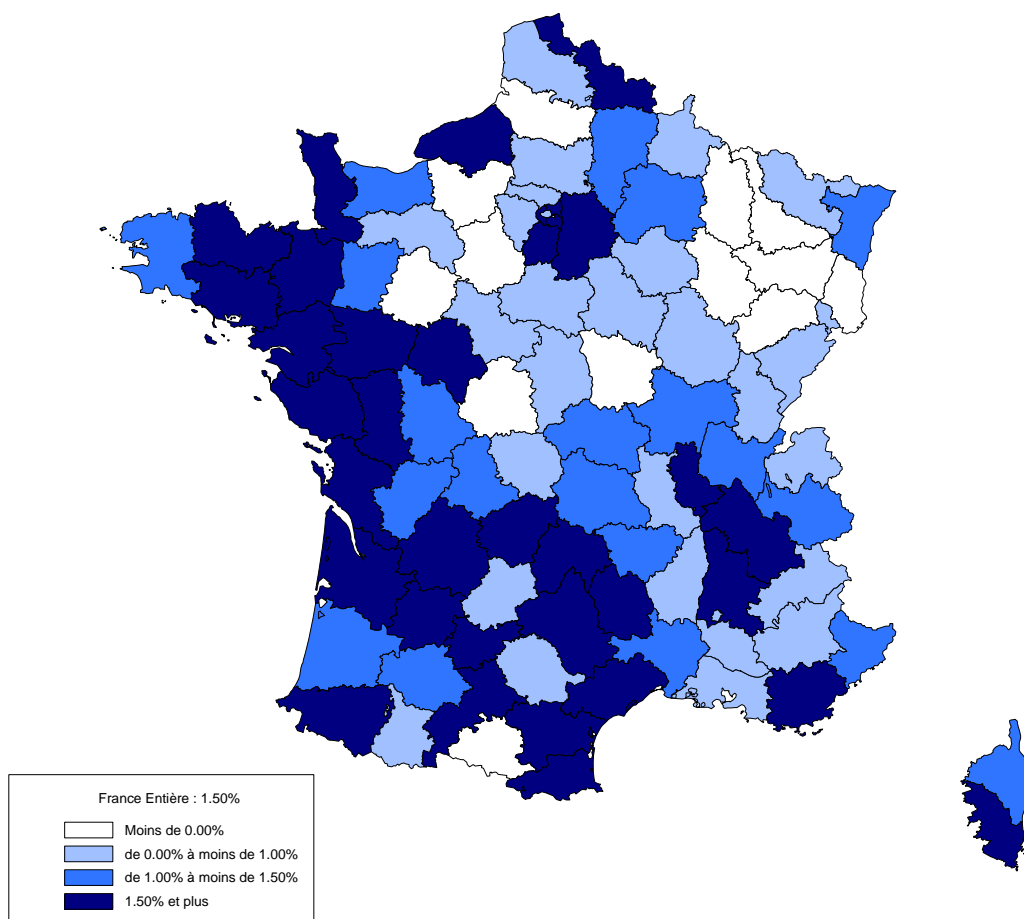
A l'inverse, parmi les onze départements^{xi} présentant une baisse d'emplois, ceux dont les diminutions sont les plus importantes sont la Somme (-1,0%, soit -1 400 emplois), la Nièvre (-1,0%, soit -500 emplois), l'Eure (-0,6%, soit -800 emplois), la Sarthe (-0,5% avec -800 salariés), l'Indre (-0,5% avec -300 salariés) et la Meuse (-0,5%, soit -200 postes).

Un peu plus de la moitié des départements améliore le rythme de croissance de leur emploi par rapport à l'année précédente. Parmi ceux-ci, citons la Seine-et-Marne (+3,6% en 2006 contre +0,9% en 2005), Paris (+0,9% contre -1,6%), le Nord (+1,9% contre -0,4%), l'Ardèche (+0,9% contre -1,3%) ainsi que le Lot-et-Garonne (+2,0% contre -0,2%).

A l'inverse, une partie des départements voit ce rythme ralentir ou changer de tendance. Il en est ainsi en Haute-Corse (+1,3% en 2006 contre +5,6% en 2005), Ariège (-0,2% contre +1,6%), Monaco (+2,1% contre +3,9%), Bouches-du-Rhône (+0,7% contre +2,3%) et Val-d'Oise (+0,4% contre +1,8%).

xi Treize si l'on compte la Meurthe-et-Moselle (-23 salariés) et la Haute-Saone (-22 emplois) qui sont quasi stables (0,0%)

Carte 3 : Evolution du nombre de salariés selon le département 2006/2005 (en %)



Carte 4 : Différence des taux de croissance : 2006/2005 moins 2005/2004 selon le département (en point)

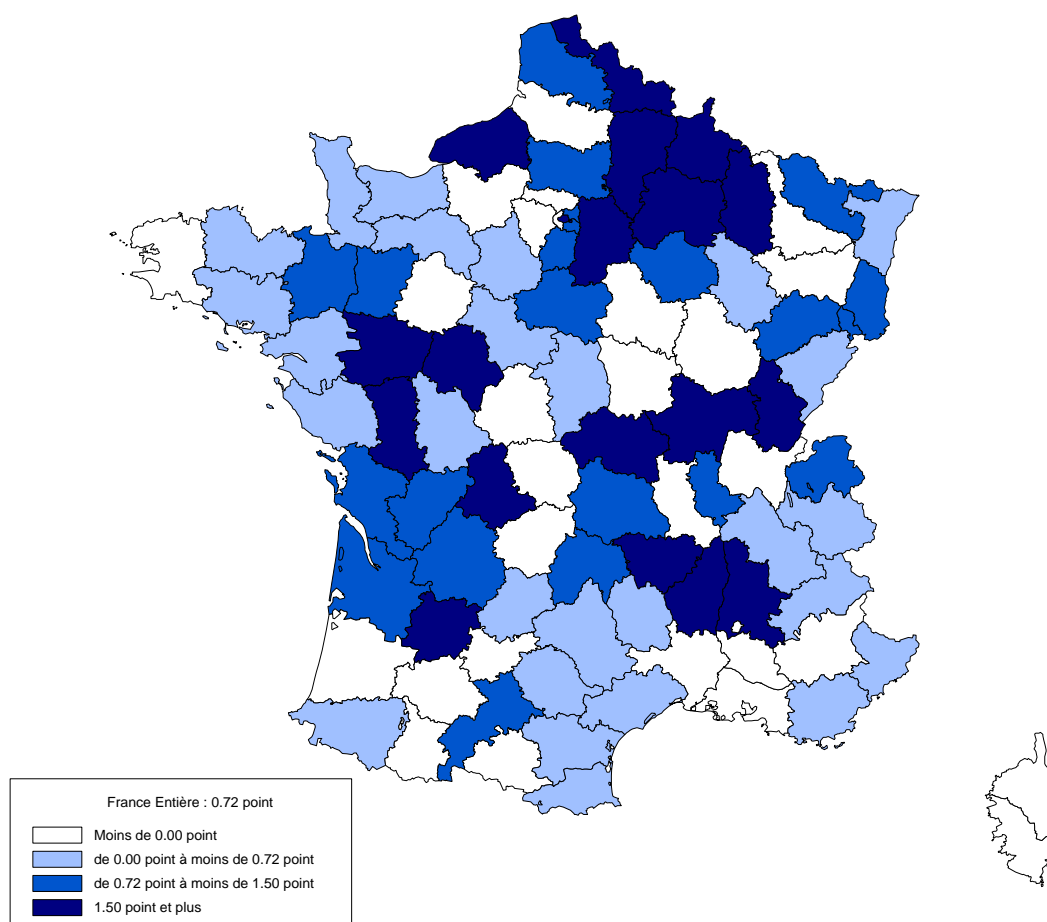


Tableau 10 : Évolution du nombre de salariés par département et par région

REGIONS & DEPARTEMENTS	Etablis. 2005	Etablis. 2006	HOMMES 2005	FEMMES 2005	TOTAL 2005	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	EVOL. Hommes 2006/2005	EVOL. Femmes 2006/2005	EVOL. Total 2006/2005	dont Apprentis 2006	dont CDP* 2006
67 BAS-RHIN	27 131	27 868	179 565	137 710	317 275	180 900	139 553	320 453	0,74%	1,34%	1,00%	5 609	1 828
68 HAUT-RHIN	16 990	17 344	113 145	87 608	200 753	112 182	88 396	200 578	-0,85%	0,90%	-0,09%	4 392	1 101
ALSACE	44 121	45 212	292 710	225 318	518 028	293 082	227 949	521 031	0,13%	1,17%	0,58%	10 001	2 929
24 DORDOGNE	10 247	10 303	40 791	33 456	74 247	41 492	33 956	75 448	1,72%	1,49%	1,62%	1 564	520
33 GIRONDE	35 450	36 133	187 414	151 081	338 495	192 133	156 256	348 389	2,52%	3,43%	2,92%	4 595	2 388
40 LANDES	8 868	9 079	40 871	30 156	71 027	41 243	30 632	71 875	0,91%	1,58%	1,19%	1 162	460
47 LOT-ET-GARONNE	8 151	8 187	35 302	29 954	65 256	35 837	30 702	66 539	1,52%	2,50%	1,97%	1 238	375
64 PYRENEES-ATLANTIQUES	18 917	19 233	84 434	69 072	153 506	86 407	71 278	157 685	2,34%	3,19%	2,72%	2 163	1 086
AQUITAINE	81 633	82 935	388 812	313 719	702 531	397 112	322 824	719 936	2,13%	2,90%	2,48%	10 722	4 829
03 ALLIER	8 090	8 163	40 114	31 220	71 334	40 373	31 804	72 177	0,65%	1,87%	1,18%	1 512	386
15 CANTAL	3 951	3 964	14 418	12 099	26 517	14 557	12 428	26 985	0,96%	2,72%	1,76%	542	209
43 HAUTE-LOIRE	5 560	5 600	25 970	20 300	46 270	26 044	20 898	46 942	0,28%	2,95%	1,45%	951	277
63 PUY-DE-DOME	15 431	15 553	89 944	63 784	153 728	90 898	65 119	156 017	1,06%	2,09%	1,49%	2 334	972
AUVERGNE	33 032	33 280	170 446	127 403	297 849	171 872	130 249	302 121	0,84%	2,23%	1,43%	5 339	1 844
14 CALVADOS	17 216	17 385	95 362	73 444	168 806	96 090	74 633	170 723	0,76%	1,62%	1,14%	3 088	985
50 MANCHE	11 075	11 221	58 864	43 048	101 912	60 087	43 910	103 997	2,08%	2,00%	2,05%	2 797	493
61 ORNE	6 713	6 807	39 072	30 078	69 150	39 236	30 303	69 539	0,42%	0,75%	0,56%	1 530	309
BASSE-NORMANDIE	35 004	35 413	193 298	146 570	339 868	195 413	148 846	344 259	1,09%	1,55%	1,29%	7 415	1 787
21 COTE-D'OR	12 966	13 026	74 026	60 851	134 877	74 318	61 190	135 508	0,39%	0,56%	0,47%	2 732	885
58 NIEVRE	5 025	5 080	24 773	20 543	45 316	24 428	20 441	44 869	-1,39%	-0,50%	-0,99%	992	193
71 SAONE-ET-LOIRE	13 233	13 328	75 555	54 743	130 298	76 052	55 919	131 971	0,66%	2,15%	1,28%	2 903	669
89 YONNE	7 472	7 596	43 204	33 465	76 669	43 245	33 855	77 100	0,09%	1,17%	0,56%	1 813	428
BOURGOGNE	38 696	39 030	217 558	169 602	387 160	218 043	171 405	389 448	0,22%	1,06%	0,59%	8 440	2 175

*Contrat De Professionnalisation

Tableau 10 : Évolution du nombre de salariés par département et par région -Suite -

REGIONS & DEPARTEMENTS	Etablis. 2005	Etablis. 2006	HOMMES 2005	FEMMES 2005	TOTAL 2005	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	EVOL. Hommes 2006/2005	EVOL. Femmes 2006/2005	EVOL. Total 2006/2005	dont Apprentis 2006	dont CDP* 2006
22 COTES-D'ARMOR	13 051	13 350	61 980	50 976	112 956	63 277	52 530	115 807	2,09%	3,05%	2,52%	2 335	595
29 FINISTERE	20 051	20 229	102 479	87 222	189 701	104 163	88 197	192 360	1,64%	1,12%	1,40%	3 087	1 006
35 ILLE-ET-VILAINE	22 811	23 508	148 542	111 464	260 006	150 950	114 372	265 322	1,62%	2,61%	2,04%	4 560	2 041
56 MORBIHAN	17 019	17 547	82 072	66 422	148 494	84 114	68 497	152 611	2,49%	3,12%	2,77%	2 972	873
BRETAGNE	72 932	74 634	395 073	316 084	711 157	402 504	323 596	726 100	1,88%	2,38%	2,10%	12 954	4 515
18 CHER	6 751	6 686	38 344	28 669	67 013	38 252	28 836	67 088	-0,24%	0,58%	0,11%	1 179	246
28 EURE-ET-LOIR	8 516	8 374	54 208	41 334	95 542	53 481	41 864	95 345	-1,34%	1,28%	-0,21%	2 142	334
36 INDRE	5 363	5 318	29 335	23 480	52 815	29 157	23 397	52 554	-0,61%	-0,35%	-0,49%	1 047	95
37 INDRE-ET-LOIRE	13 571	13 540	78 373	62 887	141 260	80 085	64 544	144 629	2,18%	2,63%	2,38%	3 211	664
41 LOIR-ET-CHER	7 223	7 213	43 082	33 846	76 928	43 437	33 881	77 318	0,82%	0,10%	0,51%	1 837	208
45 LOIRET	14 059	14 069	100 982	79 360	180 342	101 546	80 139	181 685	0,56%	0,98%	0,74%	3 214	833
CENTRE	55 483	55 200	344 324	269 576	613 900	345 958	272 661	618 619	0,47%	1,14%	0,77%	12 630	2 380
08 ARDENNES	5 556	5 628	37 281	21 441	58 722	36 984	22 122	59 106	-0,80%	3,18%	0,65%	1 237	272
10 AUBE	6 930	6 993	39 280	32 835	72 115	39 023	33 357	72 380	-0,65%	1,59%	0,37%	1 314	547
51 MARNE	12 483	12 652	78 901	60 297	139 198	79 015	61 862	140 877	0,14%	2,60%	1,21%	2 707	847
52 HAUTE-MARNE	4 043	4 068	25 149	17 097	42 246	24 956	17 254	42 210	-0,77%	0,92%	-0,09%	998	147
CHAMPAGNE	29 012	29 341	180 611	131 670	312 281	179 978	134 595	314 573	-0,35%	2,22%	0,73%	6 256	1 813
2A CORSE-DU-SUD	4 721	4 860	16 745	11 946	28 691	17 250	12 100	29 350	3,02%	1,29%	2,30%	399	84
2B HAUTE-CORSE	4 796	4 912	16 048	12 055	28 103	16 341	12 140	28 481	1,83%	0,71%	1,35%	414	94
CORSE	9 517	9 772	32 793	24 001	56 794	33 591	24 240	57 831	2,43%	1,00%	1,83%	813	178
25 DOUBS	12 152	12 183	81 290	57 499	138 789	81 279	57 808	139 087	-0,01%	0,54%	0,21%	3 107	629
39 JURA	6 387	6 426	34 713	26 022	60 735	34 646	26 153	60 799	-0,19%	0,50%	0,11%	1 472	238
70 HAUTE-SAONE	4 725	4 785	28 536	21 941	50 477	28 425	22 030	50 455	-0,39%	0,41%	-0,04%	1 255	170
90 TERRITOIRE-DE-BELFORT	3 050	3 041	20 964	14 620	35 584	21 127	14 536	35 663	0,78%	-0,57%	0,22%	988	165
FRANCHE-COMTE	26 314	26 435	165 503	120 082	285 585	165 477	120 527	286 004	-0,02%	0,37%	0,15%	6 822	1 202
27 EURE	11 162	11 130	75 277	55 700	130 977	74 725	55 447	130 172	-0,73%	-0,45%	-0,61%	3 076	804
76 SEINE-MARITIME	27 004	27 325	197 576	133 347	330 923	199 685	136 763	336 448	1,07%	2,56%	1,67%	6 710	1 953
HAUTE-NORMANDIE	38 166	38 455	272 853	189 047	461 900	274 410	192 210	466 620	0,57%	1,67%	1,02%	9 786	2 757

*Contrat De Professionnalisation

Tableau 10 : Évolution du nombre de salariés par département et par région -Suite -

REGIONS & DEPARTEMENTS	Etablis. 2005	Etablis. 2006	HOMMES 2005	FEMMES 2005	TOTAL 2005	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	EVOL. Hommes 2006/2005	EVOL. Femmes 2006/2005	EVOL. Total 2006/2005	dont Apprentis 2006	dont CDP* 2006
75 PARIS	136 260	135 891	603 543	621 991	1 225 534	609 852	626 700	1 236 552	1,05%	0,76%	0,90%	10 094	8 100
77 SEINE-ET-MARNE	25 327	25 828	177 279	125 735	303 014	182 693	131 294	313 987	3,05%	4,42%	3,62%	5 014	1 596
78 YVELINES	28 363	28 618	242 619	150 742	393 361	243 776	153 406	397 182	0,48%	1,77%	0,97%	6 317	1 876
91 ESSONNE	22 671	23 021	174 631	115 720	290 351	179 563	118 932	298 495	2,82%	2,78%	2,80%	4 477	1 646
92 HAUTS-DE-SEINE	42 414	42 439	437 748	337 646	775 394	443 272	346 305	789 577	1,26%	2,56%	1,83%	7 817	4 359
93 SEINE-SAINT-DENIS	30 613	31 487	225 101	138 027	363 128	231 053	143 329	374 382	2,64%	3,84%	3,10%	4 115	2 039
94 VAL-DE-MARNE	29 330	29 444	193 882	133 447	327 329	199 315	136 749	336 064	2,80%	2,47%	2,67%	3 715	1 712
95 VAL-D'OISE	20 931	21 574	156 653	102 838	259 491	156 388	104 013	260 401	-0,17%	1,14%	0,35%	4 107	1 394
ILE DE FRANCE	335 909	338 302	2 211 456	1 726 146	3 937 602	2 245 912	1 760 728	4 006 640	1,56%	2,00%	1,75%	45 656	22 722
11 AUDE	8 355	8 596	30 547	25 790	56 337	31 565	26 462	58 027	3,33%	2,61%	3,00%	1 316	364
30 GARD	16 662	17 023	72 572	56 821	129 393	73 099	58 213	131 312	0,73%	2,45%	1,48%	2 052	833
34 HERAULT	27 267	27 917	116 690	95 413	212 103	119 289	99 406	218 695	2,23%	4,18%	3,11%	2 908	1 576
48 LOZERE	2 175	2 224	7 649	7 487	15 136	7 740	7 736	15 476	1,19%	3,33%	2,25%	201	40
66 PYRENNES-ORIENTALES	11 258	11 416	42 934	36 633	79 567	44 019	37 490	81 509	2,53%	2,34%	2,44%	1 352	443
LANGUEDOC-ROUSSILLON	65 717	67 176	270 392	222 144	492 536	275 712	229 307	505 019	1,97%	3,22%	2,53%	7 829	3 256
19 CORREZE	6 267	6 392	28 969	23 318	52 287	29 823	23 747	53 570	2,95%	1,84%	2,45%	867	290
23 CREUSE	2 618	2 681	10 369	8 886	19 255	10 502	8 860	19 362	1,28%	-0,29%	0,56%	282	97
87 HAUTE-VIENNE	8 677	8 833	44 567	36 258	80 825	44 908	36 744	81 652	0,77%	1,34%	1,02%	1 274	475
LIMOUSIN	17 562	17 906	83 905	68 462	152 367	85 233	69 351	154 584	1,58%	1,30%	1,46%	2 423	862
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	14 768	14 848	89 044	68 876	157 920	89 300	68 597	157 897	0,29%	-0,41%	-0,01%	3 170	808
55 MEUSE	3 547	3 574	20 482	14 126	34 608	20 275	14 150	34 425	-1,01%	0,17%	-0,53%	833	141
57 MOSELLE	20 834	21 250	136 901	104 127	241 028	137 778	105 406	243 184	0,64%	1,23%	0,89%	4 685	1 401
88 VOSGES	8 759	8 874	55 415	38 525	93 940	55 409	37 963	93 372	-0,01%	-1,46%	-0,60%	1 925	450
LORRAINE	47 908	48 546	301 842	225 654	527 496	302 762	226 116	528 878	0,30%	0,20%	0,26%	10 613	2 800

*Contrat De Professionnalisation

Tableau 10 : Évolution du nombre de salariés par département et par région -Suite -

REGIONS & DEPARTEMENTS	Etablis. 2005	Etablis. 2006	HOMMES 2005	FEMMES 2005	TOTAL 2005	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	EVOL. Hommes 2006/2005	EVOL. Femmes 2006/2005	EVOL. Total 2006/2005	dont Apprentis 2006	dont CDP* 2006
09 ARIEGE	3 716	3 757	15 265	11 327	26 592	14 971	11 575	26 546	-1,93%	2,19%	-0,17%	500	123
12 AVEYRON	7 729	7 796	32 557	25 165	57 722	33 096	25 553	58 649	1,66%	1,54%	1,61%	1 002	327
31 HAUTE-GARONNE	31 827	32 270	194 825	143 773	338 598	201 977	149 538	351 515	3,67%	4,01%	3,81%	4 125	2 489
32 GERS	4 642	4 651	16 461	13 903	30 364	16 567	14 137	30 704	0,64%	1,68%	1,12%	524	156
46 LOT	4 487	4 460	16 765	15 416	32 181	17 148	15 341	32 489	2,28%	-0,49%	0,96%	572	154
65 HAUTES-PYRENEES	6 344	6 310	25 744	23 003	48 747	25 546	23 506	49 052	-0,77%	2,19%	0,63%	670	244
81 TARN	9 108	9 101	39 458	33 020	72 478	39 336	33 593	72 929	-0,31%	1,74%	0,62%	1 232	408
82 TARN-ET-GARONNE	5 284	5 329	21 779	18 503	40 282	22 003	19 005	41 008	1,03%	2,71%	1,80%	731	254
MIDI-PYRENEES	73 137	73 674	362 854	284 110	646 964	370 644	292 248	662 892	2,15%	2,86%	2,46%	9 356	4 155
59 NORD	50 233	50 270	395 620	260 350	655 970	396 592	271 683	668 275	0,25%	4,35%	1,88%	7 636	4 031
62 PAS-DE-CALAIS	25 604	26 071	191 121	118 796	309 917	190 691	120 997	311 688	-0,22%	1,85%	0,57%	4 483	1 792
NORD-PAS-DE-CALAIS	75 837	76 341	586 741	379 146	965 887	587 283	392 680	979 963	0,09%	3,57%	1,46%	12 119	5 823
44 LOIRE-ATLANTIQUE	29 674	29 952	195 328	146 206	341 534	199 252	151 265	350 517	2,01%	3,46%	2,63%	6 792	1 881
49 MAINE-ET-LOIRE	17 500	17 580	107 976	86 391	194 367	109 428	88 037	197 465	1,34%	1,91%	1,59%	5 208	900
53 MAYENNE	6 623	6 622	43 315	31 250	74 565	43 942	31 629	75 571	1,45%	1,21%	1,35%	1 991	394
72 SARTHE	11 372	11 447	82 388	58 825	141 213	81 934	58 535	140 469	-0,55%	-0,49%	-0,53%	3 388	831
85 VENDEE	15 439	15 611	93 659	65 812	159 471	95 452	68 041	163 493	1,91%	3,39%	2,52%	4 420	730
PAYS-DE-LOIRE	80 608	81 212	522 666	388 484	911 150	530 008	397 507	927 515	1,40%	2,32%	1,80%	21 799	4 736
02 AISNE	9 660	9 739	61 374	40 493	101 867	61 637	41 579	103 216	0,43%	2,68%	1,32%	2 079	615
60 OISE	14 533	14 686	107 269	73 751	181 020	107 737	74 905	182 642	0,44%	1,56%	0,90%	3 645	1 138
80 SOMME	11 007	10 999	78 044	52 400	130 444	76 945	52 148	129 093	-1,41%	-0,48%	-1,04%	2 537	537
PICARDIE	35 200	35 424	246 687	166 644	413 331	246 319	168 632	414 951	-0,15%	1,19%	0,39%	8 261	2 290

*Contrat De Professionnalisation

Tableau 10 : Évolution du nombre de salariés par département et par région -Suite et fin-

REGIONS & DEPARTEMENTS	Etablis. 2005	Etablis. 2006	HOMMES 2005	FEMMES 2005	TOTAL 2005	HOMMES 2006	FEMMES 2006	TOTAL 2006	EVOL. Hommes 2006/2005	EVOL. Femmes 2006/2005	EVOL. Total 2006/2005	dont Apprentis 2006	dont CDP* 2006
16 CHARENTE	7 945	8 033	45 030	33 741	78 771	45 429	34 420	79 849	0,89%	2,01%	1,37%	1 711	394
17 CHARENTE-MARITIME	15 727	16 224	63 944	51 250	115 194	65 413	53 327	118 740	2,30%	4,05%	3,08%	2 787	643
79 DEUX SEVRES	7 747	7 881	50 804	37 688	88 492	51 064	38 806	89 870	0,51%	2,97%	1,56%	1 952	455
86 VIENNE	9 090	9 358	52 405	41 217	93 622	52 794	42 189	94 983	0,74%	2,36%	1,45%	2 126	474
POITOU-CHARENTES	40 509	41 496	212 183	163 896	376 079	214 700	168 742	383 442	1,19%	2,96%	1,96%	8 576	1 966
04 ALPES-HAUTE-PROVENCE	4 463	4 489	16 121	13 550	29 671	16 182	13 663	29 845	0,38%	0,83%	0,59%	692	134
05 HAUTES-ALPES	4 793	4 796	17 362	14 733	32 095	17 472	14 887	32 359	0,63%	1,05%	0,82%	490	146
06 ALPES-MARITIMES	37 517	37 949	146 377	124 608	270 985	148 434	126 474	274 908	1,41%	1,50%	1,45%	3 653	2 076
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	50 900	51 527	290 910	218 918	509 828	292 307	221 146	513 453	0,48%	1,02%	0,71%	7 088	2 965
83 VAR	26 933	27 749	94 822	83 180	178 002	96 698	86 288	182 986	1,98%	3,74%	2,80%	3 652	1 016
84 VAUCLUSE	15 406	15 363	68 038	54 896	122 934	68 079	55 677	123 756	0,06%	1,42%	0,67%	2 373	921
96 MONACO	2 920	2 992	20 670	13 726	34 396	21 099	14 035	35 134	2,08%	2,25%	2,15%	70	2
PROV.ALP.C.D'AZUR	142 932	144 865	654 300	523 611	1 177 911	660 271	532 170	1 192 441	0,91%	1,63%	1,23%	18 018	7 260
01 AIN	13 273	13 405	81 372	58 550	139 922	81 962	59 406	141 368	0,73%	1,46%	1,03%	2 820	739
07 ARDECHE	7 120	7 241	33 177	25 018	58 195	33 262	25 452	58 714	0,26%	1,73%	0,89%	923	252
26 DROME	13 122	13 312	70 671	51 849	122 520	72 168	52 662	124 830	2,12%	1,57%	1,89%	1 814	691
38 ISERE	29 230	29 661	183 196	128 947	312 143	185 567	131 690	317 257	1,29%	2,13%	1,64%	4 840	2 299
42 LOIRE	19 412	19 471	107 481	80 223	187 704	108 042	81 439	189 481	0,52%	1,52%	0,95%	3 086	1 103
69 RHÔNE	50 317	50 795	320 984	246 724	567 708	325 879	252 625	578 504	1,52%	2,39%	1,90%	7 148	4 055
73 SAVOIE	14 044	14 182	70 204	51 373	121 577	70 791	52 268	123 059	0,84%	1,74%	1,22%	1 476	722
74 HAUTE-SAVOIE	22 339	22 505	108 654	86 550	195 204	108 978	87 874	196 852	0,30%	1,53%	0,84%	3 060	1 189
RHÔNE-ALPES	168 857	170 572	975 739	729 234	1 704 973	986 649	743 416	1 730 065	1,12%	1,94%	1,47%	25 167	11 050
PROVINCE	1 212 177	1 226 919	6 871 290	5 184 457	12 055 747	6 937 021	5 289 271	12 226 292	0,96%	2,02%	1,41%	215 339	70 607
FRANCE ENTIERE	1 548 086	1 565 221	9 082 746	6 910 603	15 993 349	9 182 933	7 049 999	16 232 932	1,10%	2,02%	1,50%	260 995	93 329

*Contrat De Professionnalisation

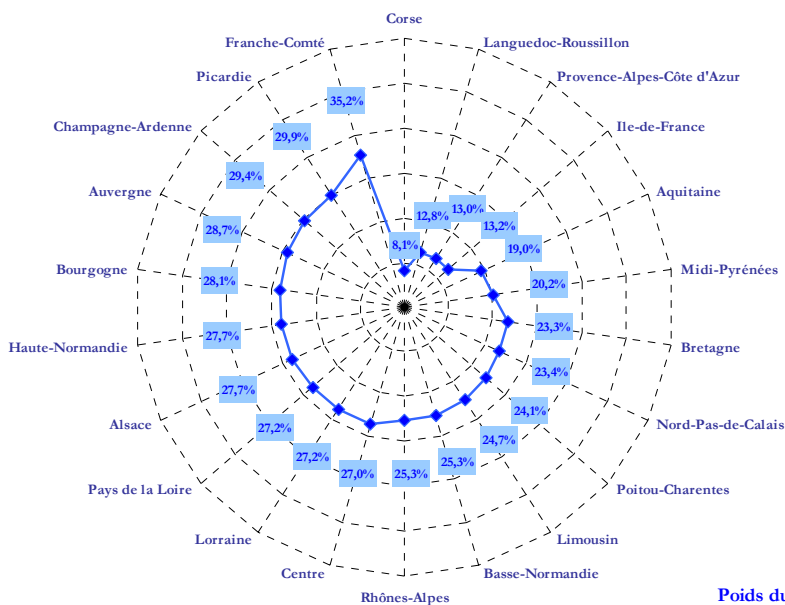
Tableau 11 : Répartition des effectifs salariés au 31.12.2006 par région et par grands secteurs d'activité économique

RÉGIONS	SECTEUR INDUSTRIEL			CONSTRUCTION			TERTIAIRE *			AUTRES			ENSEMBLE DES ACTIVITES		
	Valeur absolue	Poids en %	Evol. en %	Valeur absolue	Poids en %	Evol. en %	Valeur absolue	Poids en %	Evol. en %	Valeur absolue	Poids en %	Evol. en %	Valeur absolue	Evol. en %	Poids de la région
Alsace	144 223	27,7	- 2,3	43 901	8,4	4,1	332 731	63,9	1,4	176	0,0	2,7	521 031	0,6	3,2
Aquitaine	136 824	19,0	- 0,5	72 603	10,1	5,6	509 868	70,8	2,9	641	0,1	- 2,4	719 936	2,5	4,4
Auvergne	86 718	28,7	- 0,6	29 935	9,9	4,3	185 435	61,4	2,0	33	0,0	- 13,2	302 121	1,4	1,9
Basse-Normandie	87 170	25,3	- 0,8	35 759	10,4	3,9	220 216	64,0	1,7	1 114	0,3	1,2	344 259	1,3	2,1
Bourgogne	109 356	28,1	- 1,8	35 372	9,1	3,3	244 720	62,8	1,3	0	0,0	-	389 448	0,6	2,4
Bretagne	169 301	23,3	- 0,8	74 347	10,2	5,9	480 474	66,2	2,6	1 978	0,3	- 1,2	726 100	2,1	4,5
Centre	167 275	27,0	- 1,2	59 678	9,6	3,4	391 185	63,2	1,3	481	0,1	- 17,8	618 619	0,8	3,8
Champagne-Ardenne	92 362	29,4	- 2,7	28 140	8,9	3,3	193 906	61,6	2,1	165	0,1	11,3	314 573	0,7	1,9
Corse	4 680	8,1	- 0,1	10 000	17,3	6,5	43 120	74,6	1,0	31	0,1	- 9,4	57 831	1,8	0,4
Franche-Comté	100 626	35,2	- 2,4	23 625	8,3	3,5	161 746	56,6	1,3	7	0,0	- 22,2	286 004	0,1	1,8
Haute-Normandie	129 437	27,7	- 2,3	43 954	9,4	4,0	293 003	62,8	2,1	226	0,0	- 6,3	466 620	1,0	2,9
Ile-de-France	527 337	13,2	- 1,0	245 165	6,1	3,8	3 232 885	80,7	2,1	1 253	0,0	51,5	4 006 640	1,8	24,7
Languedoc-Roussillon	64 535	12,8	- 0,6	55 678	11,0	5,6	384 325	76,1	2,7	481	0,1	- 7,0	505 019	2,5	3,1
Limousin	38 160	24,7	- 2,3	16 094	10,4	4,9	100 267	64,9	2,4	63	0,0	14,5	154 584	1,5	1,0
Lorraine	143 905	27,2	- 2,7	49 253	9,3	3,4	335 229	63,4	1,1	491	0,1	6,7	528 878	0,3	3,3
Midi-Pyrénées	133 617	20,2	- 0,2	64 793	9,8	5,4	464 322	70,0	2,8	160	0,0	- 3,1	662 892	2,5	4,1
Nord-Pas-de-Calais	229 708	23,4	- 2,6	82 439	8,4	3,7	666 689	68,0	2,6	1 127	0,1	22,4	979 963	1,5	6,0
Pays de la Loire	252 629	27,2	- 1,2	91 231	9,8	5,4	583 304	62,9	2,6	351	0,0	0,9	927 515	1,8	5,7
Picardie	124 219	29,9	- 4,1	35 883	8,6	4,4	254 438	61,3	2,2	411	0,1	14,5	414 951	0,4	2,6
Poitou-Charentes	92 471	24,1	- 1,4	39 915	10,4	4,8	250 351	65,3	2,8	705	0,2	- 8,5	383 442	2,0	2,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	154 762	13,0	- 1,0	110 244	9,2	5,0	926 648	77,7	1,2	787	0,1	- 2,8	1 192 441	1,2	7,3
Rhône-Alpes	438 276	25,3	- 0,7	147 087	8,5	4,8	1 144 112	66,1	1,9	590	0,0	0,9	1 730 065	1,5	10,7
TOTAL	3 427 591	21,1	- 1,4	1 395 096	8,6	4,5	11 398 974	70,2	2,1	11 271	0,1	3,6	16 232 932	1,5	100,0

* Hors activités extra-territoriales

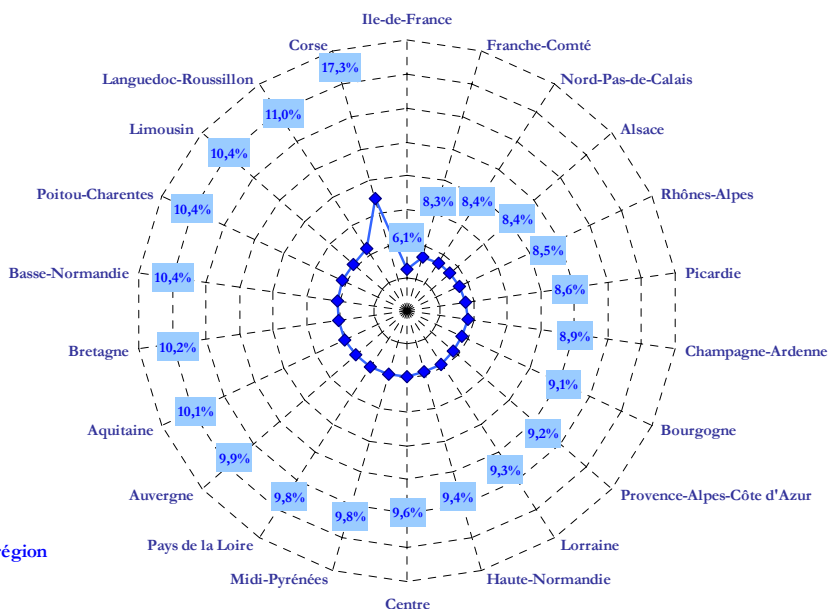
Tableau 11bis : Poids des grands secteurs d'activité économique au 31.12.2006 par région

Poids du secteur industriel par région



*La Franche-Comté est la région la plus industrialisée avec un poids de l'industrie égal à 35,2% de son emploi total.
A l'inverse, la Corse est la région la moins industrialisée avec un poids de l'industrie égal à 8,1% de son emploi total.*

Poids du secteur de la construction par région



Poids du secteur tertiaire par région

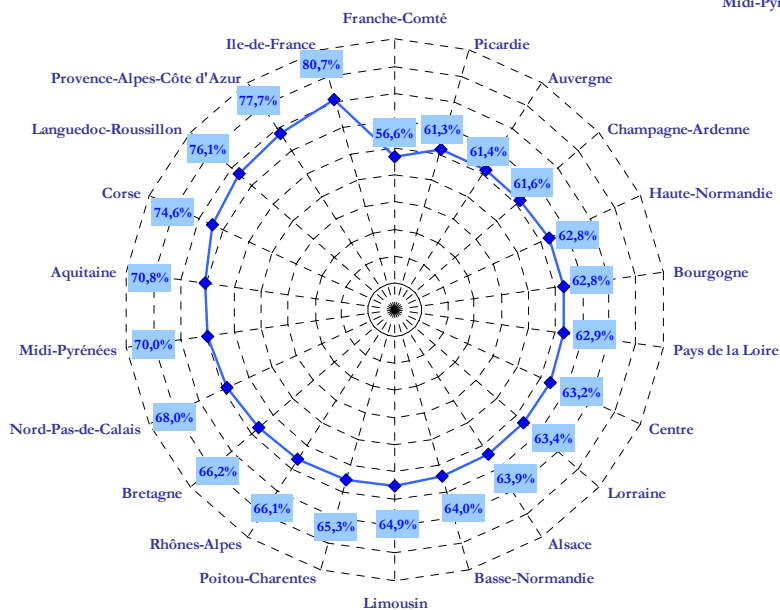


Tableau 12 : Évolution des effectifs selon leur statut au regard de l'Assurance chômage en 2006

Nombre d'établissements

au 31.12.2005 :	1 548 086		
au 31.12.2006 :	1 565 221	variation absolue :	17 135
		variation relative :	1,1 %

Nombre de salariés	HOMMES		FEMMES		TOTAL	
	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2006
Relevant de l'Assurance chômage (1)	8 884 033	8 988 597	6 848 078	6 987 904	15 732 111	15 976 501
variation absolue	104 564		139 826		244 390	
évolution en %	1,2%		2,0%		1,6%	
dont apprentis	164 325	182 053	71 075	78 942	235 400	260 995
variation absolue	17 728		7 867		25 595	
évolution en %	10,8%		11,1%		10,9%	
Ne relevant pas de l'Assurance chômage	198 713	194 336	62 525	62 095	261 238	256 431
variation absolue	-4 377		-430		-4 807	
évolution en %	-2,2%		-0,7%		-1,8%	
Agés de 65 ans et plus (2)	14 087	16 547	7 194	8 910	21 281	25 457
variation absolue	2 460		1 716		4 176	
évolution en %	17,5%		23,9%		19,6%	
Autres salariés (3)	184 626	177 789	55 331	53 185	239 957	230 974
variation absolue	-6 837		-2 146		-8 983	
évolution en %	-3,7%		-3,9%		-3,7%	
Effectifs salariés totaux (1 + 2 + 3)	9 082 746	9 182 933	6 910 603	7 049 999	15 993 349	16 232 932
variation absolue	100 187		139 396		239 583	
évolution en %	1,1%		2,0%		1,5%	

6. L'EMPLOI SELON LE STATUT DES SALARIÉS AU REGARD DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Si l'emploi croît de 1,5% en 2006 (+239 600 salariés), cette hausse se différencie suivant le statut des salariés au regard de l'Assurance chômage.

En effet, si l'on ne prend en compte que **les salariés relevant de l'Assurance chômage, ceux-ci augmentent de 1,6% (+244 400 salariés)^{xiii}**.

Parmi eux, le nombre d'apprentis progresse de 25 600 postes en 2006, soit +10,9% sur un an, après une première augmentation de 6 800 postes en 2005. En effet, depuis 2005, une politique de promotion est menée par l'Etat, destinée à encourager les entreprises à recruter davantage en apprentissage. Cette nouvelle hausse en 2006 porte à 261 000 le nombre d'apprentis dans le champ de l'Assurance chômage.

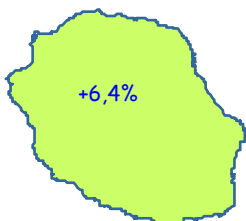
Les "exclus" (qui ne relèvent pas de l'Assurance chômage mais dont l'établissement employeur est comptabilisé dès qu'il y a au moins un salarié cotisant), regroupent notamment les mandataires sociaux et les salariés de 65 ans et plus. Cette population diminue de 1,8%, soit -4 800 individus, pour atteindre 256 400 personnes au 31 décembre 2006. Comme l'an passé, cette baisse est principalement consécutive aux 9 000 emplois perdus au niveau des mandataires sociaux. Cependant, il est à noter que le nombre de salariés de 65 ans et plus a augmenté cette année de 19,6%, ce qui porte leur effectif à 25 500 au sein du champ Unédic. Seule l'année 2004 avait enregistré une hausse plus forte avec +34,2%, soit 5 800 emplois créés.

xiii Du fait de l'application de la loi de programmation pour la cohésion sociale du 18 janvier 2005 qui abroge les dispositions relatives aux Contrats Emploi-Solidarité depuis le 1er mai 2005, les CES ne sont plus comptabilisés par l'Assurance chômage.

Tableau 13 : Structure comparée de l'emploi salarié des DOM et de Saint-Pierre-et-Miquelon avec la métropole au 31.12.2006

ACTIVITÉS	Etabl. 2005	Etabl. 2006	Hommes 2005	Femmes 2005	TOTAL 2005	Hommes 2006	Femmes 2006	TOTAL 2006	INDICE Total 06/05
INDUSTRIE (APE 10 à 41)									
Guadeloupe	914	954	5 398	2 015	7 413	5 653	2 163	7 816	5,4%
Martinique	894	929	5 799	2 405	8 204	5 948	2 523	8 471	3,3%
Guyane	314	356	2 322	507	2 829	2 382	529	2 911	2,9%
Réunion	1 570	1 587	11 711	2 879	14 590	12 044	3 045	15 089	3,4%
St-Pierre-&-Miquelon	14	13	36	24	60	32	22	54	-10,0%
Métropole	156 091	154 372	2 455 397	1 022 049	3 477 446	2 416 453	1 011 138	3 427 591	-1,4%
CONSTRUCTION (APE 45)									
Guadeloupe	1 002	1 104	5 245	640	5 885	6 082	676	6 758	14,8%
Martinique	968	1 102	5 514	632	6 146	6 376	691	7 067	15,0%
Guyane	333	337	2 235	205	2 440	2 639	237	2 876	17,9%
Réunion	2 151	2 412	14 733	854	15 587	16 840	1 033	17 873	14,7%
St-Pierre-&-Miquelon	23	25	119	15	134	130	14	144	7,5%
Métropole	183 175	189 473	1 206 094	128 908	1 335 002	1 258 068	137 028	1 395 096	4,5%
TERTIAIRE (APE 50 à 99 y compris les activités extra-territoriales)									
Guadeloupe	7 726	8 120	26 176	32 201	58 377	27 739	33 835	61 574	5,5%
Martinique	6 458	6 797	24 750	29 371	54 121	25 701	31 343	57 044	5,4%
Guyane	2 060	2 117	8 099	7 227	15 326	8 353	7 557	15 910	3,8%
Réunion	11 919	12 320	50 357	40 876	91 233	53 205	43 139	96 344	5,6%
St-Pierre-&-Miquelon	231	236	510	636	1 146	507	626	1 133	-1,1%
Métropole	1 206 838	1 219 351	5 414 215	5 756 354	11 170 569	5 501 031	5 898 515	11 399 546	2,0%
AUTRES (APE 00 à 02, 05)									
Guadeloupe	313	310	1 939	454	2 393	1 845	447	2 292	-4,2%
Martinique	415	401	4 107	1 095	5 202	4 062	1 103	5 165	-0,7%
Guyane	94	88	572	73	645	568	75	643	-0,3%
Réunion	678	637	2 624	232	2 856	2 637	259	2 896	1,4%
St-Pierre-&-Miquelon	6	6	67	35	102	75	45	120	17,6%
Métropole	1 982	2 025	7 040	3 292	10 332	7 381	3 318	10 699	3,6%
TOTAL									
Guadeloupe	9 955	10 488	38 758	35 310	74 068	41 319	37 121	78 440	5,9%
Martinique	8 735	9 229	40 170	33 503	73 673	42 087	35 660	77 747	5,5%
Guyane	2 801	2 898	13 228	8 012	21 240	13 942	8 398	22 340	5,2%
Réunion	16 318	16 956	79 425	44 841	124 266	84 726	47 476	132 202	6,4%
St-Pierre-&-Miquelon	274	280	732	710	1 442	744	707	1 451	0,6%
Métropole	1 548 086	1 565 221	9 082 746	6 910 603	15 993 349	9 182 933	7 049 999	16 232 932	1,5%

7. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER ET DANS LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON^{xiii}

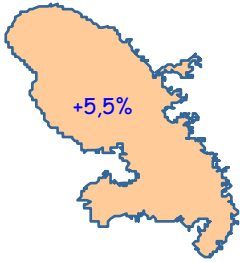


Malgré la crise sanitaire liée au Chikungunya, la **Réunion** confirme sa forte croissance de l'emploi (+6,4%, soit +7 940 salariés, après +3,9% en 2005 et +3,1% en 2004, +3,3% en 2003 et +3,6% en 2002), ce qui porte le nombre de salariés au 31 décembre 2006 à 132 200 personnes.

Les créations d'emplois se situent dans tous les grands secteurs. Elles reposent, une nouvelle fois, principalement sur le dynamisme du BTP. La construction a été la véritable locomotive de l'économie Réunionnaise en 2006 pour elle-même et pour l'ensemble des secteurs impactés qui s'y rattachent.

- La **construction** enregistre pour la quatrième année consécutive une hausse de ses emplois, +2 290 salariés, soit +14,7%, après une évolution de +14,8% en 2005, +10,4% en 2004 et +6,8% en 2003. En 2006, ce secteur connaît une forte progression notamment grâce aux trois grands chantiers publics en cours : le basculement des eaux, les aménagements portuaires et plus particulièrement la poursuite de la construction de la route des tamarins et d'ouvrages d'arts qui nécessitent un fort besoin en main d'œuvre. Les constructions de logement sont soutenues grâce aux investisseurs privés attirés par la défiscalisation. Enfin, les constructions non résidentielles sont en nettes progressions avec la construction portant sur les commerces (St Pierre, Ste Marie, Ste Suzanne), l'enseignement (lycée, université), l'immobilier de bureaux (sièges administratifs, centres d'affaires), les domaines de la santé (cyclotron, pôle sanitaire Est) et de la sécurité (nouvelle maison d'arrêt)...
- Le **tertiaire** présente une évolution d'emplois de +5,6%, soit +5 110 salariés. L'emploi a progressé dans les activités associatives (+27,4%, soit +1 650 salariés) avec principalement le développement des aides à domicile (personnes malades, personnes âgées...) et des contrats aidés (contrat d'avenir). Les services fournis principalement aux entreprises, quels que soient les sous-secteurs, dynamisent également le tertiaire avec +2 220 salariés, soit +12,2%, grâce notamment à l'impulsion du BTP.
Notons que les effets de la crise sanitaire de 2006 liée au Chikungunya se ressentent dans le secteur de l'hôtellerie. Ce sous-secteur connaît une baisse de ses salariés de 6,3% (soit -370 salariés) liée à des fermetures d'établissements dans l'hôtellerie du fait de la baisse d'activité.
- L'**industrie** présente une augmentation de 3,4% du nombre de salariés (+500 postes). L'emploi a fortement progressé notamment dans les industries des biens d'équipement pour la fabrication des éléments nécessaires au BTP (+9,7%, soit +240 emplois). Les industries des biens intermédiaires et plus particulièrement la métallurgie et transformation des métaux affiche une hausse de 16,0%.
- Le secteur **primaire** est relativement stable en 2006 (+1,4%) malgré une baisse de 40 établissements. Il est à noter que la filière canne-sucre demeure toujours une activité importante et représente 31,0% de la valeur de la production agricole. Une convention tripartite « industriels, planteurs et état » signée le 14 juillet 2006 permet de garantir pour les neuf prochaines années, les modalités d'attribution des aides publiques pour les campagnes sucrières.

^{xiii} Les effectifs des DOM et Saint-Pierre-et-Miquelon ne sont pas comptabilisés dans les chiffres et évolutions présentés précédemment.



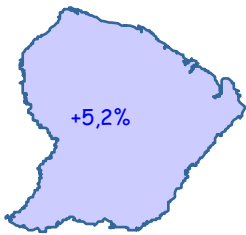
La **Martinique** gagne 5,5% d'emplois, après une hausse de 2,6% en 2005. On y dénombre, au 31 décembre 2006, 77 750 salariés.

Un seul secteur voit son emploi salarié diminuer. Le secteur primaire enregistre une nouvelle baisse de 0,7%, la sixième consécutive. L'année 2006 a été une année de transition très importante dans la filière de la banane qui voit appliquer pour la première fois la nouvelle réforme du système d'importation communautaire (OCM Banane). Celle-ci s'oriente principalement sur un marché plus libéral dans lequel les quotas d'importations disparaîtront et seront compensés par des droits de douanes afin de stabiliser le marché. Ainsi, de nouveaux marchés ont vu le jour (aussi bien dans la Caraïbe qu'en Amérique) mettant en péril l'agriculture martiniquaise du fait d'une offre beaucoup plus diversifiée. Par ailleurs, la réorganisation du marché de la canne à sucre est également mise en avant cette année. Les quantités de cannes à sucre récoltées sont très insuffisantes et entraîne une baisse de la production de presque 10%. La bonne teneur en sucre, permettant ainsi une meilleure rémunération de la canne, ne parvient malgré tout pas à compenser cette forte baisse. Cette dégradation du secteur agricole est soutenue par la diminution de la superficie agricole utilisée (SAU) qui ne cesse de diminuer.

L'industrie affiche une évolution positive de l'emploi de 3,3% avec une progression importante de certains secteurs. L'industrie automobile augmente de 50,0% (+10 salariés), les industries des biens de consommation (+4,6%) gagnent au total 60 postes dont 40 uniquement dans le sous-secteur de la pharmacie, parfumerie et entretien (+84,3%), grâce à l'ouverture d'un nouvel établissement. Le secteur des industries des biens intermédiaires progresse de 4,1%, soit +90 emplois dont +50 dans le sous-secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques (+12,8%).

Le tertiaire est le secteur le plus dynamique en termes de création d'emplois avec une évolution de +5,4%, soit +2 920 emplois. Les transports affichent une progression de 14,3% avec +530 salariés. L'administration gagne également 470 postes avec une évolution de +10,1%. Les services aux particuliers et les services aux entreprises voient leurs effectifs passer respectivement de 7 170 en 2005 à 7 860 en 2006 et de 12 480 en 2005 à 13 140 en 2006 (soit +9,7% pour +700 postes pour le premier et +5,3% pour +670 postes pour le second). En revanche, un seul secteur perd des emplois, il s'agit des activités financières (-1,7%, soit -50 emplois).

Enfin, la construction enregistre la plus forte évolution +15,4% avec la création de 920 postes supplémentaires. C'est le seul grand secteur qui progresse régulièrement. Depuis l'an 2000, ce secteur a gagné 2 390 emplois supplémentaires représentant une évolution de +51,2% pour atteindre 7 070 postes au 31 décembre 2006. Les lois de défiscalisation, instaurées ces dernières années, permettent, cette année encore, l'amélioration de l'activité dans ce secteur. En effet, cette tendance est renforcée par des grands travaux tels le chantier du parking Perrinon et le début des travaux de réaménagement de la Savane, favorables à l'embauche de salariés.



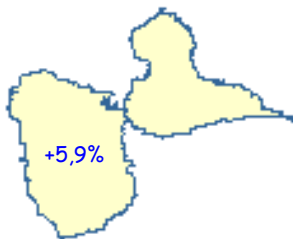
Dans le département de la **Guyane**, on observe une hausse d'emplois de 5,2%. Au 31 décembre 2006, ce département compte 22 340 salariés.

Après trois baisses successives de l'emploi de 2002 à 2004, l'industrie confirme en 2006 la hausse de 2005 même si elle n'est pas de la même ampleur : +2,9%, soit une création nette de 80 postes, contre +8,4% (+220 postes). Le secteur des industries des biens intermédiaires (+3,4%, soit +50 postes) en est le principal acteur et plus particulièrement les industries du bois et du papier (+13,1%, soit +40 emplois). Les industries des biens d'équipements progressent également de 3,4% (+20 salariés). Il est à noter que le secteur de l'énergie est en baisse de 4,9% avec une perte de 7 emplois.

Le tertiaire progresse de 3,8% (soit +580 emplois créés) pour porter son total à 15 910 salariés. Le secteur de l'éducation, santé, action sociale en est le principal moteur avec 300 postes de plus (+12,4%) suivi des services aux entreprises avec +190 salariés.

La construction enregistre la plus forte évolution +17,9% avec la création de 440 postes supplémentaires, grâce à l'ouverture de nouveaux chantiers.

Le secteur primaire, quant à lui, voit son emploi diminuer de nouveau pour la quatrième année consécutive de 2 salariés (-0,3%). Depuis 2002, ce secteur a perdu 160 emplois.



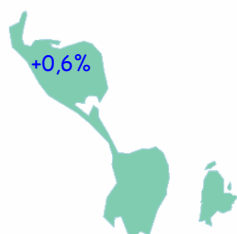
Au 31 décembre 2006, 78 440 salariés sont recensés en **Guadeloupe**, soit une progression de 5,9% (+4 370 emplois) par rapport à la situation au 31 décembre 2005.

Le tertiaire absorbe à lui seul 73,1% des créations d'emplois de ce département avec +3 200 postes, soit +5,5% sur un an. En cinq ans, ce secteur a créé plus de 10 000 emplois et il affiche au 31 décembre 2006 61 570 salariés ce qui le ramène à un niveau légèrement supérieur à l'an 2000. En dehors du secteur de l'administration qui perd 6 emplois, l'ensemble des autres secteurs du tertiaire sont dynamiques en 2006. Le commerce, les services aux entreprises, les transports et les services aux particuliers sont néanmoins les principaux contributeurs de cette croissance (avec respectivement +970, +810, +590 et +360 emplois).

L'industrie enregistre une hausse de 400 salariés, soit +5,4%. Les industries agricoles et alimentaires progressent à elles seules de 200 emplois (+8,9%). Les industries des biens d'équipement gagnent 90 postes (+4,9%) et les industries des biens intermédiaires +90 postes (+4,8%).

Comme tous les départements d'Outre-mer, la construction progresse (+870 emplois, soit +14,8%). En effet, le BTP occupe une place importante dans l'économie tant en termes d'activité que d'emplois. Cette évolution tient à la reprise de la commande publique en milieu d'année du fait de l'augmentation des financements publics qui lui sont dédiés et une hausse des logements sociaux de 1,2% par rapport à 2005. La consommation de ciment, indicateur de l'activité du BTP, affiche une croissance de 4,4% sur l'année 2006.

Seul le secteur primaire perd 140 emplois (-5,8%). Cette baisse est principalement due aux cultures fruitières (-160 emplois). En revanche, on note une hausse des effectifs dans les réalisations et entretiens de plantations ornementales (+140 postes). Le lent déclin des filières banane et canne, dont les surfaces d'exploitation diminuent de respectivement de 70,1% et 18,6% entre 1989 et 2005, engendre inévitablement la baisse des effectifs de ce secteur.



Dans la collectivité territoriale de **Saint-Pierre-et-Miquelon**, on dénombre, au 31 décembre 2006, 1 451 salariés, soit une hausse de 0,6% (+9 salariés) par rapport à l'année précédente.

Contrairement aux deux précédentes années, l'emploi dans le secteur primaire et plus particulièrement « la pêche, aquaculture, services annexes » de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon progresse de 17,6% avec une création de 18 postes. Cette hausse de l'emploi se retrouve également dans le secteur de la construction, plus particulièrement dans le secteur du bâtiment avec une évolution de +7,5% (+10 postes).

A l'inverse, l'emploi dans l'industrie diminue de 10,0%, soit -6 emplois en particulier dans le secteur des industries des biens intermédiaires (-5 salariés, soit -25,0%). Dans le tertiaire, le secteur du commerce perd 1,1%, soit une baisse de 13 postes.

8. UNE CROISSANCE DE L'EMPLOI SUPÉRIEURE À CELLE PRÉVUE LORS DES ESTIMATIONS TRIMESTRIELLES

Au regard de la statistique annuelle provisoire au 31 décembre 2006, le résultat global sur l'emploi annoncé pour l'année 2006 est révisé à la hausse de 0,2 point. En effet, les estimations d'emplois établies à partir de modèles économétriques utilisant les observations trimestrielles de l'évolution de l'emploi dans les seuls établissements de 10 salariés et plus, prévoyaient une hausse de 1,3% pour l'année 2006.

Il existe néanmoins des révisions, d'ampleur variable, selon les secteurs d'activité et les régions considérés.

Le **secteur industriel** enregistre un solde négatif légèrement moins important que ce qui avait été annoncé : -1,4% dans la statistique annuelle au lieu de -1,5% dans la statistique trimestrielle. Dans la nomenclature à 16 secteurs (NES16), les révisions sont plutôt orientées à la hausse, excepté pour les industries agricoles et alimentaires (-0,1% annoncé contre -0,8% observé) et l'industrie automobile (-3,1% annoncé contre -3,3% observé). Ainsi, les industries des biens d'équipement sont révisées de +0,5 point, passant de +0,1% à +0,6%. De même, l'évolution de l'emploi dans le secteur de l'énergie est supérieure à son estimation de 0,4 point, passant de +1,5% à +1,9%. Dans une moindre mesure, les industries de biens de consommation enregistrent une correction de +0,3 point, son évolution passant de -2,6% à -2,3%. Enfin, l'évolution de l'emploi dans l'industrie des biens intermédiaires, secteur le plus important en termes d'effectifs, ne connaît pas de révisions, demeurant à -2,2%.

L'évolution de l'emploi dans le secteur tertiaire est révisée à la hausse de 0,2 point, passant de +1,8% à +2,0%.

Parmi les secteurs les plus importants, notons que l'administration est révisée à la baisse de 0,3 point (+0,3% réalisé au lieu de +0,6% prévu), tandis que le secteur de l'immobilier l'est de 1,1 point, l'évolution annoncée à +1,3% dans la statistique trimestrielle étant de +0,2% dans la statistique annuelle. Pour le secteur du commerce, on observe une diminution de 0,3 point (de +1,0% prévu à +0,7%). Enfin, l'évolution de l'emploi dans les transports est inférieure aux prévisions de 0,6 point (+1,1% réalisé au lieu de +1,7% prévu).

A l'inverse, certains grands secteurs présentent des révisions à la hausse.

Ainsi, l'évolution de l'emploi sur les services aux entreprises est corrigée de 1,0 point (+3,6% au lieu de +2,6% prévu). Dans ce secteur, les services opérationnels et le poste « conseils et assistance » augmentent respectivement de 0,3 point et de 1,9 point. Le poste de l'éducation, santé action sociale est également révisé à la hausse de 1,0 point (de +1,9% à +2,9%). De même, les services aux particuliers affichent un gain net d'emplois supérieur à ce qui avait été estimé. L'évolution de l'emploi dans ce secteur est révisée à la hausse de 0,6 point (+2,0% annoncé contre +2,6% observé).

L'évolution de l'emploi dans la **construction** n'est pas révisée, demeurant à +4,5%. Pourtant, il faut savoir que dans la construction, plus d'un tiers (36,4%) des effectifs se trouvent dans des établissements de moins de 10 salariés. Par ailleurs, ceux qui passent le seuil de 10 salariés en cours d'année sont généralement en simplification du recouvrement et ne déclarent leurs effectifs qu'une fois par an.

Globalement, pour les 16 postes de la NES16, l'écart absolu moyen^{xiv} (EAM) entre la statistique annuelle et l'estimation issue de la statistique trimestrielle est de 0,4 point^{xv}, comme l'année dernière. Si l'on pondère les écarts avec les effectifs des 16 postes de la nomenclature, l'EAM se maintient à 0,4 point, soit 0,1 point de plus que celui de l'année passée^{xvi}.

Au niveau régional, des révisions sont également constatées tant à la hausse qu'à la baisse. Excepté pour la Corse (+1,8% observé au lieu de +2,6% estimé), ces corrections demeurent relativement modestes.

Quatorze révisions à la hausse sont constatées en métropole, dont cinq supérieures à 0,4 point : Nord-Pas-de-Calais (+0,5 point avec une évolution constatée de 1,5% au lieu d'une hausse prévue de +1,0%), Limousin (+0,5 point avec +1,0% au lieu de +0,5% annoncé), Bretagne (+0,5 point, soit +2,1% au lieu de +1,6%), Aquitaine (+0,7 point avec une évolution constatée de +2,5% au lieu d'une hausse prévue de +1,8%) et Alsace (+0,7 point avec +0,6% au lieu de -0,1% annoncé).

A l'inverse, quatre révisions à la baisse sont constatées, dont une seule supérieure à +0,2 point. Ainsi, Provence-Alpes-Côte d'Azur affiche une évolution révisée en baisse de 0,5 point (respectivement +1,2% réalisé au lieu de +1,7% prévu), Languedoc-Roussillon voit l'évolution de son emploi révisée de -0,2 point (+2,5% réalisé au lieu de 2,7% prévu) tout comme Pays de la Loire qui passe de +2,0% à +1,8% et Picardie de +0,6% à +0,4%.

Les régions Bourgogne, Poitou-Charentes et Midi-Pyrénées ne connaissent pas de révisions. Ile-de-France, Auvergne, Centre, Champagne-Ardenne, Lorraine, Rhône-Alpes connaissent des révisions allant de +0,1 point à +0,4 point.

Sur l'ensemble des 22 régions de la France métropolitaine, l'écart absolu moyen entre les valeurs de la statistique annuelle et les estimations issues de la statistique trimestrielle est de 0,3 point, soit un écart légèrement supérieur à celui de l'année passée (0,2 point). Si l'on pondère les écarts avec les effectifs des régions, l'EAM est seulement de 0,2 point. Il était de 0,1 point pour l'année 2005^{xvii}.

^{xiv} Cette erreur moyenne consiste à sommer les valeurs absolues des écarts entre les taux d'évolution issus des estimations de la statistique trimestrielle et les valeurs de la statistique annuelle, puis d'en faire la moyenne. Ce type d'indicateur évite les compensations entre écarts positifs et négatifs.

^{xv} L'EAM non-pondérée est de 0,3 point si l'on exclut les activités immobilières qui sont sensiblement révisées en 2006.

^{xvi} Pour la statistique 2001, les EAM non-pondérés et pondérés affichaient respectivement 0,8 point et 0,6 point. Elles valaient 0,5 point chacune pour la statistique annuelle 2002 et respectivement 0,5 point et 0,4 point en 2003 et 0,5 point et 0,3 point en 2004.

^{xvii} Pour la statistique 2001, les EAM non-pondérés et pondérés affichaient toutes les deux 0,6 point. Elles étaient égales respectivement à 0,4 et 0,2 point pour les statistiques annuelles 2002 et 2003 et 0,2 chacune pour la statistique annuelle de 2004.

9. RÉVISION DE LA STATISTIQUE PROVISOIRE 2005

La statistique annuelle rectifiée de l'année 2005 amène à réviser très légèrement à la hausse de 0,1 point l'évolution communiquée l'an passé pour s'établir, de façon définitive à +0,8%, soit +123 300 créations nettes d'emplois.

Les évolutions de l'emploi dans le tertiaire et la construction sont légèrement rectifiées à la hausse. Elles s'établissent respectivement à +1,5% au lieu de +1,3%, soit au final 167 600 créations nettes d'emplois et +3,6% au lieu de +3,5%, avec au final 46 100 nouveaux postes.

L'évolution de l'emploi dans l'industrie est rectifiée, quant à elle, à la baisse de 0,1 point. Elle passe de -2,4% précédemment annoncée à -2,5%, soit une perte nette d'emplois de -90 400 postes.

Ces résultats sont néanmoins le produit de correctifs parfois importants dans certains sous-secteurs de l'industrie et du tertiaire.

Sur le plan régional, cette révision concerne la quasi-totalité des régions, mais elle reste minime. Pour la moitié de ces dernières, la révision est comprise entre -0,1 et 0,1 point.

Pour les révisions à la baisse, seules deux régions sont concernées, l'Ile-de-France et la Franche-Comté (respectivement -0,2 et -0,1 point).

Quant aux révisions à la hausse, elles concernent donc toutes les autres régions avec essentiellement la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : +0,4 point, d'où une évolution définitive de +2,0% contre +1,6% annoncée provisoirement. En outre, les corrections les plus importantes, en termes d'évolution, concernent les régions suivantes :

- Corse (+0,5 point) ;
- Lorraine, Alsace et Bretagne (+0,4 point chacune) ;
- Aquitaine et Basse-Normandie (+0,3 point chacune) ;
- Rhône-Alpes, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie et Midi-Pyrénées (+0,2 point chacun).

Notons d'ailleurs que l'Auvergne est la seule région de France à changer de tendance. Elle passe d'une légère baisse (-0,1% en provisoire) à une stabilisation (+0,0% en rectifié).

ANNEXES

Tableau A1 : Évolution des effectifs salariés (champ Unédic) par secteur d'activité en %

Tableau A2 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NAF31 et 17) en 2006

Tableau A3 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NAF60) en 2006

Tableau A4 : Effectifs par secteur d'activité économiques (NES4, NES16 et NES36) et taille d'établissements au 31/12/2006

**Tableau A1 : Évolution des effectifs salariés (champ Unédic) par
secteur d'activité en %**

Section NAF17	Sous- Sections NAF31	INTITULES	% 03/02	% 04/03	% 05/04	% 06/05
A	AA	<u>Agriculture, chasse, sylviculture</u>	1,9%	11,5%	-3,7%	-1,1%
B	BA	<u>Pêche, aquaculture</u>	-3,5%	-10,7%	5,6%	2,6%
C		INDUSTRIE (APE 10 à 41)	-2,9%	-2,5%	-2,5%	-1,4%
		<u>Industries extractives</u>	-11,0%	-7,5%	-1,9%	-0,9%
	CA	Extraction de produits énergétiques	-47,5%	-40,3%	-6,8%	-3,0%
	CB	Extraction de produits non énergétiques	-3,0%	-3,7%	-1,5%	-0,7%
D		<u>Industries manufacturières</u>	-2,8%	-2,7%	-2,6%	-1,5%
	DA	Industries agricoles et alimentaires	-0,8%	-1,9%	-1,5%	-0,8%
	DB	Industrie textile et habillement	-9,6%	-9,7%	-9,1%	-6,4%
	DC	Industrie du cuir et de la chaussure	-8,2%	-8,7%	-10,3%	-3,9%
	DD	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	-2,6%	-2,5%	-1,3%	-0,3%
	DE	Industrie du papier et du carton; édition et imprimerie	-3,3%	-2,4%	-3,7%	-3,0%
	DF	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	-1,8%	9,8%	-2,8%	-1,3%
	DG	Industrie chimique	-1,0%	-3,1%	-4,0%	-0,7%
	DH	Industrie du caoutchouc et de plastiques	-2,2%	-0,7%	-1,5%	-2,3%
	DI	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-2,1%	-2,2%	-2,2%	-1,9%
	DJ	Métallurgie et travail des métaux	-3,7%	-2,9%	-1,9%	-0,8%
	DK	Fabrication de machines et équipements	-2,7%	-3,8%	-2,1%	-0,6%
	DL	Fabrication d'équipements électriques et électroniques	-4,2%	-3,0%	-3,3%	-0,3%
	DM	Fabrication de matériel de transport	-0,8%	-1,0%	-0,9%	-2,0%
DN	Autres industries manufacturières	-3,7%	-2,0%	-3,3%	-3,2%	
E	EA	<u>Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau</u>	2,5%	12,4%	3,9%	3,4%
F	FA	CONSTRUCTION (APE 45)	1,0%	1,8%	3,6%	4,5%
G		TERTIAIRE (APE 50 à 95)	0,5%	1,1%	1,5%	2,1%
	GA	<u>Commerce; réparations automobile et d'articles domestiques</u>	0,5%	-1,0%	0,6%	0,7%
H	HA	<u>Hôtels et restaurants</u>	1,9%	1,9%	1,8%	2,4%
I	IA	<u>Transports et communications</u>	0,5%	2,1%	2,3%	1,0%
J	JA	<u>Activités financières</u>	-0,8%	-1,2%	0,4%	0,9%
K	KA	<u>Immobilier, locations et services aux entreprises</u>	-0,6%	3,2%	2,7%	3,4%
L	LA	<u>Administration publique</u>	0,5%	-3,2%	-0,5%	-2,7%
M	MA	<u>Education</u>	1,7%	2,3%	0,6%	2,8%
N	NA	<u>Santé et action sociale</u>	3,0%	3,6%	1,8%	2,9%
O	OA	<u>Services collectifs, sociaux et personnels</u>	0,5%	-2,0%	0,5%	2,8%
P	PA	<u>Services domestiques</u>	-17,7%	-75,0%	-10,9%	0,2%
Q	QA	<u>Activités extra-territoriales</u>	2,2%	57,6%	3,3%	-5,0%
Z	ZA	<u>Activité inconnue</u>	N.S.	N.S.	N.S.	N.S.
TOTAL			-0,3%	0,3%	0,8%	1,5%

Tableau A2 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NAF 31 et 17) en 2006

Sections NAF17	Sous- Sections NAF31	INTITULES	NOMBRE DE TABLIS- SEMENTS AU 31/12/2006	NOMBRE DE SALARIES AU 31/12/2006			VARIATION ABSOLUE				ÉVOLUTION
				Hommes	Femmes	TOTAL	Etablis.	Hommes	Femmes	TOTAL	TOTAL
A	AA	Agriculture, chasse, sylviculture	893	3 910	2 483	6 393	-25	20	-92	-72	-1,1%
B	BA	Pêche, aquaculture, services annexes	1 030	3 186	673	3 859	-2	105	-8	97	2,6%
INDUSTRIE			154 372	2 416 453	1 011 138	3 427 591	-1 719	-38 944	-10 911	-49 855	-1,4%
C			2 330	23 404	3 737	27 141	-45	-293	59	-234	-0,9%
	CA	Extraction de produits énergétiques	59	1 424	302	1 726	2	-64	11	-53	-3,0%
	CB	Extraction de produits non énergétiques	2 271	21 980	3 435	25 415	-47	-229	48	-181	-0,7%
D			150 356	2 347 002	996 556	3 343 558	-1 708	-39 993	-11 507	-51 500	-1,5%
	DA	Industries agricoles et alimentaires	45 354	293 024	216 604	509 628	-442	-3 970	-235	-4 205	-0,8%
	DB	Industrie textile et habillement	6 899	51 765	75 542	127 307	-240	-3 364	-5 353	-8 717	-6,4%
	DC	Industrie du cuir et de la chaussure	1 045	9 493	19 279	28 772	-27	-514	-660	-1 174	-3,9%
	DD	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	4 552	57 432	12 738	70 170	-31	-300	58	-242	-0,3%
	DE	Industrie du papier et du carton - édition et imprimerie	15 088	156 315	94 925	251 240	-251	-6 167	-1 667	-7 834	-3,0%
	DF	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	124	19 286	3 592	22 878	-4	-316	4	-312	-1,3%
	DG	Industrie chimique	3 428	144 100	105 306	249 406	-84	-3 315	1 431	-1 884	-0,7%
	DH	Industrie du caoutchouc et des plastiques	4 582	154 054	59 682	213 736	-75	-3 487	-1 453	-4 940	-2,3%
	DI	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6 521	102 665	24 472	127 137	-6	-2 040	-375	-2 415	-1,9%
	DJ	Métallurgie et travail des métaux	22 333	430 456	80 167	510 623	-119	-3 441	-438	-3 879	-0,8%
	DK	Fabrication de machines et équipements	11 334	229 317	51 956	281 273	-91	-1 747	11	-1 736	-0,6%
	DL	Fabrication d'équipements électriques et électroniques	13 489	266 681	137 338	404 019	-138	-507	-678	-1 185	-0,3%
	DM	Fabrication de matériel de transport	3 604	328 976	69 103	398 079	-22	-7 742	-249	-7 991	-2,0%
	DN	Autres industries manufacturières	12 003	103 438	45 852	149 290	-178	-3 083	-1 903	-4 986	-3,2%
E	EA	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1 686	46 047	10 845	56 892	34	1 342	537	1 879	3,4%
CONSTRUCTION											
F	FA	Construction	189 473	1 258 068	137 028	1 395 096	6 298	51 974	8 120	60 094	4,5%
TERTIAIRE			1 219 277	5 500 767	5 898 207	11 398 974	12 512	86 839	142 168	229 007	2,1%
G	GA	Commerce - réparations automobile et d'articles domestiques	364 177	1 551 073	1 458 164	3 009 237	1 711	1 338	19 466	20 804	0,7%
H	HA	Hôtels et restaurants	138 220	440 367	422 452	862 819	2 239	6 661	13 927	20 588	2,4%
I	IA	Transports et communications	50 641	670 294	220 817	891 111	544	7 399	1 081	8 480	1,0%
J	JA	Activités financières	47 683	245 614	344 104	589 718	1 505	-104	5 332	5 228	0,9%
K	KA	Immobilier, location et services aux entreprises	334 445	1 830 659	1 588 599	3 419 258	2 164	58 034	54 168	112 202	3,4%
L	LA	Administration publique	3 352	49 157	151 291	200 448	50	-1 531	-3 941	-5 472	-2,7%
M	MA	Education	26 238	106 216	174 118	280 334	598	2 306	5 433	7 739	2,8%
N	NA	Santé et action sociale	105 823	277 245	1 064 614	1 341 859	518	5 269	32 639	37 908	2,9%
O	OA	Services collectifs, sociaux et personnels	148 262	329 504	473 665	803 169	3 204	7 488	14 040	21 528	2,8%
P	PA	Activités des ménages	436	638	383	1 021	-21	-21	23	2	0,2%
Q	QA	Activités extra-territoriales	74	264	308	572	1	-23	-7	-30	-5,0%
Z	ZA	Activité inconnue	102	285	162	447	70	216	126	342	N.S
TOTAL			1 565 221	9 182 933	7 049 999	16 232 932	17 135	100 187	139 396	239 583	1,5%

TABLEAU A3 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NAF60) en 2006

NAF60	INTITULES	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	VAR.	VAR.	VAR.	VAR.	EVOL.	EVOL.	EVOL.	EVOL.
		2006	2006	2006	2006	ABS.	ABS.	ABS.	ABS.	ETAB	HOMME	FEMME	TOTAL
						ETABL.	HOMME	FEMME	TOTAL	06/05	06/05	06/05	06/05
00	Activité inconnue	102	285	162	447	70	216	126	342	N.S.	N.S	N.S	N.S
01	Agriculture, chasse, services annexes	668	3 222	2 209	5 431	-25	15	-58	-43	-3,6%	0,5%	-2,6%	-0,8%
02	Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	225	688	274	962	0	5	-34	-29	0,0%	0,7%	-11,0%	-2,9%
05	Pêche, aquaculture, services annexes	1 030	3 186	673	3 859	-2	105	-8	97	-0,2%	3,4%	-1,2%	2,6%
10	Extraction de houille, de lignite et de tourbe	31	262	73	335	-1	-18	2	-16	-3,1%	-6,4%	2,8%	-4,6%
11	Extraction d'hydrocarbures ; services annexes	26	1 131	224	1 355	3	-44	10	-34	13,0%	-3,7%	4,7%	-2,4%
12	Extraction de minerais d'uranium	2	31	5	36	0	-2	-1	-3	0,0%	-6,1%	-16,7%	-7,7%
13	Extraction de minerais métalliques	10	82	18	100	-2	-2	-1	-3	-16,7%	-2,4%	-5,3%	-2,9%
14	Autres industries extractives	2 261	21 898	3 417	25 315	-45	-227	49	-178	-2,0%	-1,0%	1,5%	-0,7%
15	Industries alimentaires	45 335	290 868	215 729	506 597	-442	-3 819	-168	-3 987	-1,0%	-1,3%	-0,1%	-0,8%
16	Industrie du tabac	19	2 156	875	3 031	0	-151	-67	-218	0,0%	-6,5%	-7,1%	-6,7%
17	Industrie textile	3 076	38 664	36 357	75 021	-158	-3 224	-2 889	-6 113	-4,9%	-7,7%	-7,4%	-7,5%
18	Industrie de l'habillement et des fourrures	3 823	13 101	39 185	52 286	-82	-140	-2 464	-2 604	-2,1%	-1,1%	-5,9%	-4,7%
19	Industrie du cuir et de la chaussure	1 045	9 493	19 279	28 772	-27	-514	-660	-1 174	-2,5%	-5,1%	-3,3%	-3,9%
20	Travail du bois et fabrication d'articles en bois	4 552	57 432	12 738	70 170	-31	-300	58	-242	-0,7%	-0,5%	0,5%	-0,3%
21	Industrie du papier et du carton	1 495	56 794	18 673	75 467	-48	-3 070	-1 077	-4 147	-3,1%	-5,1%	-5,5%	-5,2%
22	Edition, imprimerie, reproduction	13 593	99 521	76 252	175 773	-203	-3 097	-590	-3 687	-1,5%	-3,0%	-0,8%	-2,1%
23	Cokéfaction, raffinage, industries nucléaires	124	19 286	3 592	22 878	-4	-316	4	-312	-3,1%	-1,6%	0,1%	-1,3%
24	Industrie chimique	3 428	144 100	105 306	249 406	-84	-3 315	1 431	-1 884	-2,4%	-2,2%	1,4%	-0,7%
25	Industrie du caoutchouc et des plastiques	4 582	154 054	59 682	213 736	-75	-3 487	-1 453	-4 940	-1,6%	-2,2%	-2,4%	-2,3%
26	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	6 521	102 665	24 472	127 137	-6	-2 040	-375	-2 415	-0,1%	-1,9%	-1,5%	-1,9%
27	Métallurgie	1 048	92 151	12 277	104 428	-21	-2 169	-77	-2 246	-2,0%	-2,3%	-0,6%	-2,1%
28	Travail des métaux	21 285	338 305	67 890	406 195	-98	-1 272	-361	-1 633	-0,5%	-0,4%	-0,5%	-0,4%
29	Fabrication de machines et d'équipements	11 334	229 317	51 956	281 273	-91	-1 747	11	-1 736	-0,8%	-0,8%	0,0%	-0,6%
30	Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique	356	15 198	6 326	21 524	-6	-835	-323	-1 158	-1,7%	-5,2%	-4,9%	-5,1%
31	Fabrication de machines et appareils électriques	3 257	96 595	45 852	142 447	-30	-1 280	-1 099	-2 379	-0,9%	-1,3%	-2,3%	-1,6%
32	Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication	2 008	67 323	38 481	105 804	-53	-1 308	-228	-1 536	-2,6%	-1,9%	-0,6%	-1,4%
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	7 868	87 565	46 679	134 244	-49	2 916	972	3 888	-0,6%	3,4%	2,1%	3,0%
34	Industrie automobile	1 901	218 947	46 568	265 515	-44	-8 028	-1 160	-9 188	-2,3%	-3,5%	-2,4%	-3,3%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	1 703	110 029	22 535	132 564	22	286	911	1 197	1,3%	0,3%	4,2%	0,9%
36	Fabrication de meubles, industries diverses	9 409	79 987	39 592	119 579	-189	-3 772	-2 301	-6 073	-2,0%	-4,5%	-5,5%	-4,8%

**TABLEAU A3 : Évolution du nombre d'établissements et de salariés par sexe et par activité économique (NAF60) en 2006
- suite et fin-**

NAF60	INTITULES	ETABL.	HOMMES	FEMMES	TOTAL	VAR.	VAR.	VAR.	VAR.	EVOL.	EVOL.	EVOL.	EVOL.
		2006	2006	2006	2006	ABS.	ABS.	ABS.	ABS.	ETAB	HOMME	FEMME	TOTAL
						ETABL.	HOMME	FEMME	TOTAL	06/05	06/05	06/05	06/05
37	Récupération	2 594	23 451	6 260	29 711	11	689	398	1 087	0,4%	3,0%	6,8%	3,8%
40	Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur	779	20 204	3 376	23 580	14	951	313	1 264	1,8%	4,9%	10,2%	5,7%
41	Captage, traitement et distribution d'eau	907	25 843	7 469	33 312	20	391	224	615	2,3%	1,5%	3,1%	1,9%
45	Construction	189 473	1 258 068	137 028	1 395 096	6 298	51 974	8 120	60 094	3,4%	4,3%	6,3%	4,5%
50	Commerce et réparation automobile	55 386	328 529	85 136	413 665	-226	-1 912	808	-1 104	-0,4%	-0,6%	1,0%	-0,3%
51	Commerce de gros et intermédiaires du commerce	88 504	633 464	331 177	964 641	-310	-1 332	952	-380	-0,3%	-0,2%	0,3%	0,0%
52	Commerce de détail et réparation d'articles domestiques	220 287	589 080	1 041 851	1 630 931	2 247	4 582	17 706	22 288	1,0%	0,8%	1,7%	1,4%
55	Hôtels et restaurants	138 220	440 367	422 452	862 819	2 239	6 661	13 927	20 588	1,6%	1,5%	3,4%	2,4%
60	Transports terrestres	29 598	419 501	72 226	491 727	294	6 957	1 716	8 673	1,0%	1,7%	2,4%	1,8%
61	Transports par eau	495	12 075	4 049	16 124	18	146	60	206	3,8%	1,2%	1,5%	1,3%
62	Transports aériens	422	9 075	5 859	14 934	21	79	-119	-40	5,2%	0,9%	-2,0%	-0,3%
63	Services auxiliaires des transports	16 496	181 456	106 301	287 757	68	-484	411	-73	0,4%	-0,3%	0,4%	0,0%
64	Postes et télécommunications	3 630	48 187	32 382	80 569	143	701	-987	-286	4,1%	1,5%	-3,0%	-0,4%
65	Intermédiation financière	22 936	156 377	187 692	344 069	889	553	3 165	3 718	4,0%	0,4%	1,7%	1,1%
66	Assurance	6 684	54 994	95 551	150 545	193	-1 504	321	-1 183	3,0%	-2,7%	0,3%	-0,8%
67	Auxiliaires financiers et d'assurance	18 063	34 243	60 861	95 104	423	847	1 846	2 693	2,4%	2,5%	3,1%	2,9%
70	Activités immobilières	133 418	136 379	218 479	354 858	-1 584	-845	1 558	713	-1,2%	-0,6%	0,7%	0,2%
71	Location sans opérateur	8 291	51 740	27 070	78 810	-7	1 038	851	1 889	-0,1%	2,0%	3,2%	2,5%
72	Activités informatiques	18 959	239 916	92 481	332 397	492	10 836	3 286	14 122	2,7%	4,7%	3,7%	4,4%
73	Recherche et développement	1 929	27 841	24 844	52 685	0	448	1 228	1 676	0,0%	1,6%	5,2%	3,3%
74	Services fournis principalement aux entreprises	171 848	1 374 783	1 225 725	2 600 508	3 263	46 557	47 245	93 802	1,9%	3,5%	4,0%	3,7%
75	Administration publique	3 352	49 157	151 291	200 448	50	-1 531	-3 941	-5 472	1,5%	-3,0%	-2,5%	-2,7%
80	Education	26 238	106 216	174 118	280 334	598	2 306	5 433	7 739	2,3%	2,2%	3,2%	2,8%
85	Santé et action sociale	105 823	277 245	1 064 614	1 341 859	518	5 269	32 639	37 908	0,5%	1,9%	3,2%	2,9%
90	Assainissement, voirie et gestion des déchets	2 487	56 259	9 477	65 736	55	989	431	1 420	2,3%	1,8%	4,8%	2,2%
91	Activités associatives	44 200	85 218	187 652	272 870	1 067	2 026	5 020	7 046	2,5%	2,4%	2,7%	2,7%
92	Activités récréatives, culturelles et sportives	46 913	150 267	129 660	279 927	1 133	4 180	4 839	9 019	2,5%	2,9%	3,9%	3,3%
93	Services personnels	54 662	37 760	146 876	184 636	949	293	3 750	4 043	1,8%	0,8%	2,6%	2,2%
95	Activités des ménages	436	638	383	1 021	-21	-21	23	2	-4,6%	-3,2%	6,4%	0,2%
99	Activités extra-territoriales	74	264	308	572	1	-23	-7	-30	1,4%	-8,0%	-2,2%	-5,0%
	TOTAL	1 565 221	9 182 933	7 049 999	16 232 932	17 135	100 187	139 396	239 583	1,1%	1,1%	2,0%	1,5%

**Tableau A4 : Effectifs par secteur d'activité économique (NES4, NES16, NES36)
et taille d'établissement au 31.12.2006**

NES 4	NES 16	NES 36	SECTEUR D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	RÉPARTITION DU NOMBRE DE SALARIÉS PAR TAILLE D'ÉTABLISSEMENT AU 31/12/2006							TOTAL	
				1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés		500 et + salariés
ES	EA	A0	Agriculture, sylviculture et pêche	2 730	1 568	1 240	1 393	838	777	1 137	569	10 252
				26,6%	15,3%	12,1%	13,6%	8,2%	7,6%	11,1%	5,6%	0,1%
ET			INDUSTRIE	159 202	234 379	284 129	500 755	393 041	469 771	627 206	759 108	3 427 591
				4,6%	6,8%	8,3%	14,6%	11,5%	13,7%	18,3%	22,1%	21,1%
	EB	B0	Industries agricoles et alimentaires	61 306	74 874	50 217	56 446	47 743	67 894	95 695	55 453	509 628
				12,0%	14,7%	9,9%	11,1%	9,4%	13,3%	18,8%	10,9%	3,1%
	EC		Industries des biens de consommation	33 773	41 755	47 191	87 633	64 844	78 285	112 453	93 387	559 321
				6,0%	7,5%	8,4%	15,7%	11,6%	14,0%	20,1%	16,7%	3,4%
		C1	Habillement, cuir	4 959	6 932	8 318	18 322	13 199	15 133	11 373	2 822	81 058
				6,1%	8,6%	10,3%	22,6%	16,3%	18,7%	14,0%	3,5%	0,5%
		C2	Edition, imprimerie, reproduction	15 312	20 740	21 752	35 491	21 739	21 246	24 905	14 588	175 773
				8,7%	11,8%	12,4%	20,2%	12,4%	12,1%	14,2%	8,3%	1,1%
		C3	Pharmacie, parfumerie et entretien	807	1 432	2 770	8 870	9 503	20 664	44 740	55 978	144 764
				0,6%	1,0%	1,9%	6,1%	6,6%	14,3%	30,9%	38,7%	0,9%
		C4	Industries des équipements du foyer	12 695	12 651	14 351	24 950	20 403	21 242	31 435	19 999	157 726
				8,0%	8,0%	9,1%	15,8%	12,9%	13,5%	19,9%	12,7%	1,0%
	ED	D0	Industrie automobile	1 169	2 452	4 565	9 519	7 711	15 356	36 538	188 205	265 515
				0,4%	0,9%	1,7%	3,6%	2,9%	5,8%	13,8%	70,9%	1,6%
	EE		Industries des biens d'équipement	27 447	46 098	66 204	116 227	80 509	94 173	115 934	195 615	742 207
				3,7%	6,2%	8,9%	15,7%	10,8%	12,7%	15,6%	26,4%	4,6%
		E1	Construction navale, aéronautique et ferroviaire	1 673	2 000	2 630	5 149	5 262	8 105	21 487	86 258	132 564
				1,3%	1,5%	2,0%	3,9%	4,0%	6,1%	16,2%	65,1%	0,8%
		E2	Industries des équipements mécaniques	15 610	30 236	46 960	86 098	55 300	64 332	56 501	47 731	402 768
				3,9%	7,5%	11,7%	21,4%	13,7%	16,0%	14,0%	11,9%	2,5%
		E3	Industries des équipements électriques et électroniques	10 164	13 862	16 614	24 980	19 947	21 736	37 946	61 626	206 875
				4,9%	6,7%	8,0%	12,1%	9,6%	10,5%	18,3%	29,8%	1,3%
	EF		Industries des biens intermédiaires	34 363	67 483	112 016	219 881	178 992	199 094	251 173	206 422	1 269 424
				2,7%	5,3%	8,8%	17,3%	14,1%	15,7%	19,8%	16,3%	7,8%
		F1	Production de produits minéraux	8 740	14 165	18 497	29 146	21 563	20 472	22 657	17 312	152 552
				5,7%	9,3%	12,1%	19,1%	14,1%	13,4%	14,9%	11,3%	0,9%
		F2	Industrie textile	2 294	4 543	7 367	17 200	13 147	13 393	14 693	2 384	75 021
				3,1%	6,1%	9,8%	22,9%	17,5%	17,9%	19,6%	3,2%	0,5%
		F3	Industries du bois et du papier	4 659	8 719	15 086	29 519	20 871	30 523	29 755	6 505	145 637
				3,2%	6,0%	10,4%	20,3%	14,3%	21,0%	20,4%	4,5%	0,9%
		F4	Chimie, caoutchouc, plastiques	3 497	7 771	15 823	44 052	46 586	55 210	74 388	71 051	318 378
				1,1%	2,4%	5,0%	13,8%	14,6%	17,3%	23,4%	22,3%	2,0%
		F5	Métallurgie et transformation des métaux	13 120	27 986	48 142	82 996	57 399	55 365	63 716	55 046	403 770
				3,2%	6,9%	11,9%	20,6%	14,2%	13,7%	15,8%	13,6%	2,5%
		F6	Industries des composants électriques et électroniques	2 053	4 299	7 101	16 968	19 426	24 131	45 964	54 124	174 066
				1,2%	2,5%	4,1%	9,7%	11,2%	13,9%	26,4%	31,1%	1,1%
	EG		Energie	1 144	1 717	3 936	11 049	13 242	14 969	15 413	20 026	81 496
				1,4%	2,1%	4,8%	13,6%	16,2%	18,4%	18,9%	24,6%	0,5%
		G1	Production de combustibles et de carburants	98	197	411	1 003	1 253	1 602	3 536	16 504	24 604
				0,4%	0,8%	1,7%	4,1%	5,1%	6,5%	14,4%	67,1%	0,2%
		G2	Eau, gaz, électricité	1 046	1 520	3 525	10 046	11 989	13 367	11 877	3 522	56 892
				1,8%	2,7%	6,2%	17,7%	21,1%	23,5%	20,9%	6,2%	0,4%
EU	EH	H0	CONSTRUCTION	249 208	258 434	247 140	298 280	144 595	106 889	59 388	31 162	1 395 096
				17,9%	18,5%	17,7%	21,4%	10,4%	7,7%	4,3%	2,2%	8,6%

Tableau A4: Effectifs par secteur d'activité économique (NES4, NES16, NES36) et taille d'établissement au 31.12.2006 – suite et fin –

NES 4	NES 16	NES 36	SECTEUR D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	RÉPARTITION DU NOMBRE DE SALAIRES PAR TAILLE D'ÉTABLISSEMENT AU 31/12/2006							TOTAL	
				1 à 4 salariés	5 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 à 199 salariés	200 à 499 salariés		500 et + salariés
EV			TERTIAIRE	1 553 802	1 502 231	1 357 306	1 983 282	1 432 728	1 304 482	1 326 756	938 959	11 399 546
	EJ		Commerce	13,6%	13,2%	11,9%	17,4%	12,6%	11,4%	11,6%	8,2%	70,2%
				481 352	557 762	430 952	538 212	333 390	263 439	276 877	127 253	3 009 237
				16,0%	18,5%	14,3%	17,9%	11,1%	8,8%	9,2%	4,2%	18,5%
	J1		Commerce et réparation automobile	73 565	92 731	76 733	86 942	50 731	22 913	5 342	4 708	413 665
				17,8%	22,4%	18,5%	21,0%	12,3%	5,5%	1,3%	1,1%	2,5%
	J2		Commerce de gros	99 325	142 678	169 960	230 332	116 923	92 641	72 311	40 471	964 641
				10,3%	14,8%	17,6%	23,9%	12,1%	9,6%	7,5%	4,2%	5,9%
	J3		Commerce de détail, réparations	308 462	322 353	184 259	220 938	165 736	147 885	199 224	82 074	1 630 931
				18,9%	19,8%	11,3%	13,5%	10,2%	9,1%	12,2%	5,0%	10,0%
	EK	K0	Transports	46 405	67 722	91 024	186 373	132 769	128 777	102 656	54 816	810 542
				5,7%	8,4%	11,2%	23,0%	16,4%	15,9%	12,7%	6,8%	5,0%
	EL	L0	Activités financières	62 113	78 797	65 877	62 909	55 250	63 041	81 817	119 914	589 718
				10,5%	13,4%	11,2%	10,7%	9,4%	10,7%	13,9%	20,3%	3,6%
	EM	M0	Activités immobilières	175 113	55 880	33 258	34 802	16 494	18 510	15 805	4 996	354 858
				49,3%	15,7%	9,4%	9,8%	4,6%	5,2%	4,5%	1,4%	2,2%
	EN		Services aux entreprises	247 380	276 147	283 751	448 887	425 353	535 810	585 628	407 749	3 210 705
				7,7%	8,6%	8,8%	14,0%	13,2%	16,7%	18,2%	12,7%	19,8%
	N1		Postes et télécommunications	3 612	4 696	6 333	10 472	8 113	11 080	18 825	17 438	80 569
				4,5%	5,8%	7,9%	13,0%	10,1%	13,8%	23,4%	21,6%	0,5%
	N2		Conseils et assistance	168 610	197 728	188 623	232 288	146 562	149 914	154 527	151 194	1 389 446
				12,1%	14,2%	13,6%	16,7%	10,5%	10,8%	11,1%	10,9%	8,6%
	N3		Services opérationnels	73 238	71 252	85 717	199 869	265 585	366 123	401 846	224 375	1 688 005
				4,3%	4,2%	5,1%	11,8%	15,7%	21,7%	23,8%	13,3%	10,4%
	N4		Recherche et développement	1 920	2 471	3 078	6 258	5 093	8 693	10 430	14 742	52 685
				3,6%	4,7%	5,8%	11,9%	9,7%	16,5%	19,8%	28,0%	0,3%
	EP		Services aux particuliers	340 174	288 906	216 511	238 742	97 878	54 087	40 691	51 414	1 328 403
				25,6%	21,7%	16,3%	18,0%	7,4%	4,1%	3,1%	3,9%	8,2%
	P1		Hôtels et restaurants	188 402	193 002	158 222	181 623	66 396	31 863	22 958	20 353	862 819
				21,8%	22,4%	18,3%	21,0%	7,7%	3,7%	2,7%	2,4%	5,3%
	P2		Activités récréatives, culturelles et sportives	62 280	42 991	37 435	46 182	26 113	19 346	17 120	28 460	279 927
				22,2%	15,4%	13,4%	16,5%	9,3%	6,9%	6,1%	10,2%	1,7%
	P3		Services personnels et domestiques	89 492	52 913	20 854	10 937	5 369	2 878	613	2 601	185 657
				48,2%	28,5%	11,2%	5,9%	2,9%	1,6%	0,3%	1,4%	1,1%
	EQ		Education, santé, action sociale	143 093	127 796	179 133	398 365	322 403	188 475	151 922	111 006	1 622 193
				8,8%	7,9%	11,0%	24,6%	19,9%	11,6%	9,4%	6,8%	10,0%
	Q1		Education	29 084	40 191	46 493	71 615	51 638	23 461	9 957	7 895	280 334
				10,4%	14,3%	16,6%	25,5%	18,4%	8,4%	3,6%	2,8%	1,7%
	Q2		Santé, action sociale	114 009	87 605	132 640	326 750	270 765	165 014	141 965	103 111	1 341 859
				8,5%	6,5%	9,9%	24,4%	20,2%	12,3%	10,6%	7,7%	8,3%
	ER		Administration	58 172	49 221	56 800	74 992	49 191	52 343	71 360	61 811	473 890
				12,3%	10,4%	12,0%	15,8%	10,4%	11,0%	15,1%	13,0%	2,9%
	R1		Administration publique	1 542	3 327	10 888	20 172	19 410	32 722	56 809	55 578	200 448
				0,8%	1,7%	5,4%	10,1%	9,7%	16,3%	28,3%	27,7%	1,2%
	R2		Activités associatives et extra-territoriales	56 630	45 894	45 912	54 820	29 781	19 621	14 551	6 233	273 442
				20,7%	16,8%	16,8%	20,0%	10,9%	7,2%	5,3%	2,3%	1,7%
EZ	EZ	Z0	Activité inconnue	151	99	35	59	0	103	0	0	447
				33,8%	22,1%	7,8%	13,2%	0,0%	23,0%	0,0%	0,0%	0,0%
TOTAL				1 965 093	1 996 711	1 889 850	2 783 769	1 971 202	1 882 022	2 014 487	1 729 798	16 232 932
				12,1%	12,3%	11,6%	17,1%	12,1%	11,6%	12,4%	10,7%	100,0%